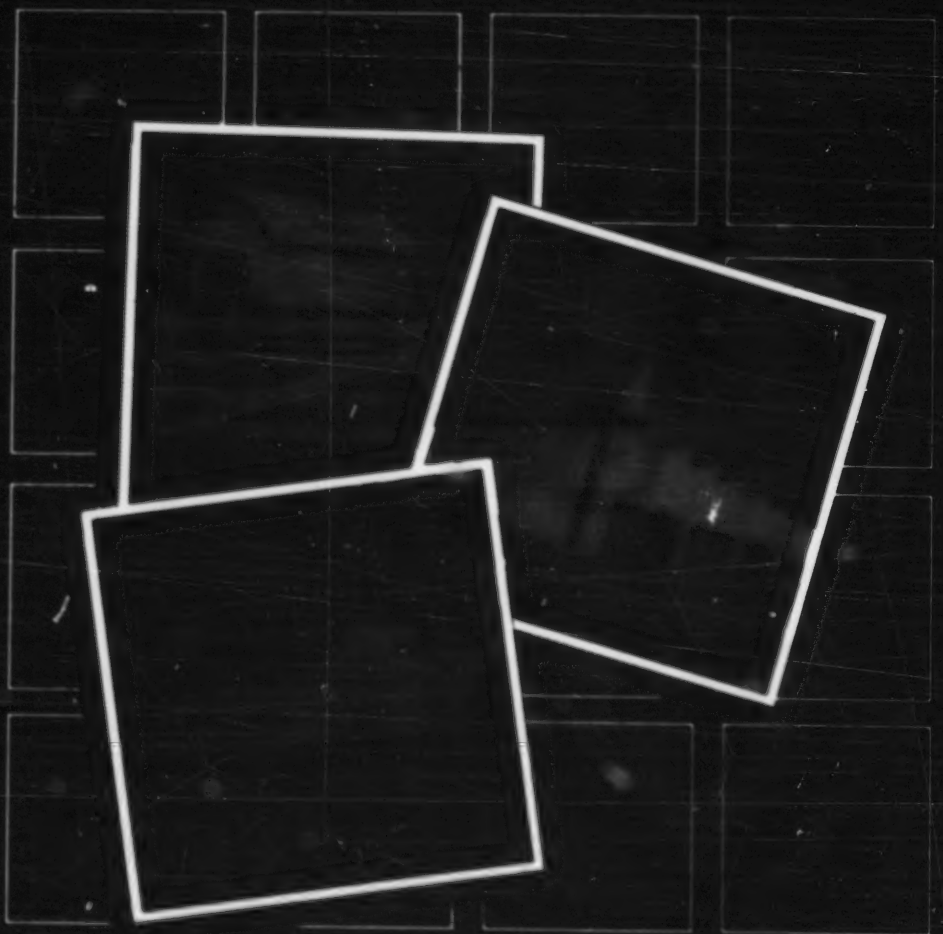
Profil sectoriel de l'industrie bio-alimentaire au Québec

ÉDITION 1990



Québec

92-00415/

PROFIL SECTORIEL DE L'INDUSTRIE BIO-ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, ÉDITION 1990

E R R A T A

MODIFICATIONS À APPORTER AUX DONNÉES DES PAGES SUIVANTES:

- Page 17: Prix au Québec ($/100 kg): y ajouter la note (1);
- Page 19: Secteur volaille: y apposer la page révisée ci-jointe;
- Page 20: La production, avant-dernière ligne: remplacer 1 196 686 par 3 196 686;
- Page 21: Production totale ('000 douzaines): y ajouter "incluant oeufs d'incubation";
- Page 22: Le marché, 5e ligne: remplacer 17,1 % par 19,1 %;
- Page 27: Apiculture - États-Unis: remplacer ('000 tonnes) par (tonnes);
- Page 38: 2e paragraphe, 2e ligne: remplacer 1983 par 1985;
- Page 42: La production, 3e paragraphe, 5e ligne: remplacer 217 millions par 237 millions.

PROFIL SECTORIEL DE L'INDUSTRIE BIO-ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

Direction de l'économie
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et
de l'Alimentation du Québec

Août 1990

RÉALISATION

Mise à jour des tableaux — Jean-François Bergeron
Collaboration technique — Jocelyne Fillion
Linda Arsenault
Sous la supervision de — Hélène Brassard

Service de la statistique et conjoncture
Direction de l'économie

Dans ce document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination..

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1990
ISBN 2-551-12442-5

PRÉSENTATION

L'industrie bio-alimentaire est en constante évolution et son importance dans l'économie du Québec rend nécessaire une meilleure connaissance de ses divers secteurs.

Le **Profil sectoriel de l'industrie bio-alimentaire au Québec** *constitue la réponse à des besoins maintes fois formulés. Cette nouvelle édition contient quatre chapitres et permet la mise à jour des statistiques jusqu'en 1989. Le premier chapitre présente un profil économique de l'industrie bio-alimentaire, traitant des performances économiques globales, du secteur des aliments et boissons et du commerce international. Les autres chapitres traitent respectivement des productions animales, des productions végétales et des pêches. Chacun des principaux secteurs y est commenté, en termes de production, de marché et de conjoncture. Ces analyses sont accompagnées d'un tableau statistique présentant l'évolution des principaux indicateurs économiques au cours des dernières années, permettant ainsi un survol rapide des performances de chacun des secteurs.*

Nous sommes persuadés que ce document se révélera un outil précieux pour l'ensemble des intervenants de l'industrie bio-alimentaire.

Le ministre délégué à l'Agriculture,
aux Pêcheries et à l'Alimentation
du Québec

Robert Middlemiss

Le ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation
du Québec

Michel Pagé

TABLE DES MATIÈRES

Présentation i
Table des matières iii

Chapitre 1 - Profil économique

Performances économiques du secteur bio-alimentaire 2
Les aliments et boissons 4
Le commerce international des produits agricoles et alimentaires 6

Chapitre 2 - Les productions animales

La production laitière 10
La production porcine 12
La production bovine 14
La production ovine 16
La volaille 18
Les oeufs de consommation 20
Les oeufs d'incubation 22
Les animaux à fourrure 24
L'apiculture 26

Chapitre 3 - Les productions végétales

Les légumes 30
Les fruits 32
Les pommes de terre 34
L'acériculture 36
L'horticulture ornementale 38
Les cultures en serre et les champignons 40
Les céréales 42
Le tabac 44
Les plantes fourragères 46

Chapitre 4 - Les pêches

Les pêches commerciales 50
L'aquiculture 52

Liste de références 55
Liste des personnes-ressources 63

CHAPITRE 1
PROFIL ÉCONOMIQUE

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES DU SECTEUR BIO-ALIMENTAIRE

La demande finale pour les produits agricoles et alimentaires est estimée à 16,22 milliards de dollars en 1989, soit une hausse de 3,4 % par rapport à l'année précédente. Cette demande provient de trois sources principales: la demande des ménages auprès des détaillants en alimentation, les dépenses des consommateurs effectuées dans le secteur de la restauration ainsi que les ventes réalisées sur les marchés d'exportation. Les achats des consommateurs auprès des établissements de vente au détail s'élevaient à 10,85 milliards, soit une hausse de 0,9 % par rapport à 1988, alors que les recettes du secteur de la restauration atteignaient les 4,24 milliards, reflétant ainsi une augmentation de 12,7 %. Finalement, les exportations des produits agricoles, marins et alimentaires se chiffraient par 1,13 milliard, soit une baisse de 4,2 % comparativement à 1988.

La valeur des ventes au détail des produits alimentaires, en dollars constants, a diminué de 2,4 % en 1989. Cette diminution de la demande réelle auprès des détaillants indique que les consommateurs ont modifié leurs habitudes alimentaires au profit d'aliments moins coûteux ou ayant une valeur ajoutée moins élevée. De plus, on constate une augmentation importante des dépenses dans le secteur de la restauration, provenant d'une hausse de 7,2 % du prix des repas, d'une augmentation du nombre de repas et du budget des consommateurs alloué aux dépenses dans les restaurants. On constate, d'ailleurs, une hausse de 5,4 % du nombre d'emplois dans ce dernier secteur en 1989.

Dans ce contexte, les grands distributeurs du Québec ont eu à revoir certaines de leurs orientations. La prise de contrôle de **Steinberg** par la **Corporation d'acquisitions Socanav-Caisse Inc.** et les programmes majeurs de rationalisation de **Provigo**, **Métro-Richelieu** et **Steinberg** ont été les principaux facteurs ayant affecté la distribution alimentaire au Québec. Ces entreprises ont procédé à une gestion plus serrée de leurs activités de gros et de détail, en implantant, entre autres, un système de gestion de l'espace des tablettes visant à optimiser la rentabilité des denrées offertes dans leurs supermarchés, en généralisant l'utilisation du lecteur optique et en mécanisant davantage leurs opérations. Ces changements ont permis d'augmenter la productivité des travailleurs, diminuant le nombre d'emplois disponibles et la rémunération horaire de la main-d'oeuvre.

La valeur des livraisons manufacturières des entreprises de transformation du secteur des aliments et boissons se chiffrait par 10,83 milliards en 1989, soit une baisse de 1,6 % par rapport à l'année précédente. L'indice des prix de vente des aliments et boissons au Canada a pourtant augmenté de 2,8 % en 1989 par rapport à 1988. Lorsqu'on analyse les variations entre la valeur des livraisons et les prix de vente des aliments et boissons, on constate un certain ralentissement de l'activité économique de cette industrie au Québec. Toutefois, elle a témoigné de beaucoup de vigueur dans un contexte de taux d'intérêts élevés, puisque les dépenses d'immobilisation étaient en hausse de 2,2 % en 1989, par rapport à l'année précédente.

Au Québec, la valeur de la production agricole commercialisée a atteint un sommet de 3,7 milliards en 1989 et la valeur des captures dans le secteur des pêches maritimes s'élevait à 82,5 millions. Ces deux dernières activités ont permis l'emploi de 74 495 personnes. En 1989, les dépenses d'immobilisation en agriculture et pêche s'établissait à un niveau de 566,5 millions, soit une hausse de 20,2 % par rapport à 1986; en comparaison, l'Ontario n'a connu qu'une augmentation de 11,8 %. La très bonne performance du secteur agricole québécois s'expliquerait par la hausse de 13,7 % des recettes monétaires de 1986 à 1989, provenant surtout des productions agricoles contingentées comme celles du lait, du poulet, des dindons et des oeufs. En effet, le système de gestion de l'offre permet d'indexer le prix des produits agricoles sur le coût de production, contribuant à maintenir un climat propice aux investissements.

En conclusion, le secteur bio-alimentaire a employé 353 195 personnes en 1989, soit 11,7 % de l'emploi total au Québec.

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES
SECTEUR: BIO-ALIMENTAIRE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SECTEUR TERTIAIRE					
Indice des prix à la consommation - Montréal					
Ensemble	134,4	140,4	145,8	152,3	4,5
Aliments	128,4	135,1	139,0	144,9	4,2
Aliments achetés au magasin	128,1	134,8	138,0	142,7	3,4
Aliments achetés au restaurant	129,2	135,9	142,4	152,6	7,2
Demande finale des produits agricoles et alimentaires ('000 000$)					
Ventes au détail des produits alimentaires	9 506,8	10 311,7	10 750,4	10 851,9	0,9
Recettes des restaurants et autres établissements	3 120,3	3 419,0	3 760,0	4 235,7	12,7
Exportations des produits agricoles, marins et alimentaires	1 300,2	1 257,5	1 182,7	1 132,7	-4,2
Total	13 927,3	14 988,2	15 693,1	16 220,3	3,4
Dépenses d'immobilisation ('000 000$)					
Magasins d'alimentation	16,1	31,5	26,1	18,3	-29,9
Hébergement et restauration	100,7	114,8	197,1	169,2	-14,2
Emploi (milliers)					
Commerce de détail (alimentation)	70,5	78,3	78,3	70,9	-9,5
Commerce de gros (alimentation)	17,8	21,0	24,4	25,6	4,9
Restaurants, traiteurs et tavernes	107,8	126,0	120,5	127,0	5,4
Rénumération horaire moyenne (incluant surtemps)					
Commerce de détail	7,84	8,20	8,33	8,02	-3,7
Commerce de gros	9,94	10,19	10,34	10,47	1,3
Restaurants, traiteurs et tavernes	5,05	5,31	5,62	5,92	5,3
SECTEUR SECONDAIRE					
Industrie de la transformation des aliments et boissons - valeur des livraisons manufacturières ('000 000$)	10 166,4	10 476,9	11 011,7	10 833,1	-1,6
Dépenses d'immobilisation ('000 000$)	202,3	253,1	328,6	335,8	2,2
Emploi (milliers)	50,4	56,5	56,9	55,2	-3,0
Rénumération horaire moyenne (incluant surtemps)	11,40	11,65	12,11	12,48	3,1
SECTEUR PRIMAIRE					
Agriculture - Recettes monétaires ('000 000$)	3 254,9	3 255,7	3 495,0	3 701,9	5,9
Pêches maritimes - valeur des captures ('000 000$)	85,9	126,2	99,2	82,5	-16,8
Dépenses d'immobilisation en agriculture et pêche ('000 000$)	471,4	577,7	525,2	566,5	7,9
Emploi					
Agriculture	79 400	74 200	68 700	68 500	-0,3
Pêche	6 329	6 815	6 548	5 995	-8,4
Autres indicateurs					
Emploi total - Québec (milliers)	2 825,0	2 918,0	3 001,0	3 031,0	1,0
Taux d'escompte (%)	9,2	8,4	9,7	12,3	26,8
Taux de change (US)	0,72	0,75	0,81	0,84	3,7

Sources: 13, 50, 52, 63, 65, 66, 77, 80.

LES ALIMENTS ET BOISSONS

IMPORTANCE ET PROFIL GLOBAL

Au Québec, le secteur de la transformation des aliments et boissons comprend près de 1 000 établissements industriels et implique une foule d'établissements artisanaux. Le secteur embauche environ 60 000 personnes sur une base permanente. Les secteurs de la distribution en gros, au détail et dans les hôtels, restaurants et institutions comptent, pour leur part, plus de 25 000 établissements et requièrent les services de plus de 200 000 personnes.

Ces secteurs sont reliés directement à la demande des consommateurs du Québec mais ils débordent aussi, de plus en plus, sur les marchés extérieurs. L'alimentation accapare plus de 15 % du budget familial et près de 20 % si l'on inclut les boissons. Les activités reliées à cette demande, soit la distribution en gros, en détail, la transformation et la production alimentaire, comptent parmi les activités les plus importantes dans chacun des secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'économie.

LE MARCHÉ

En 1989, les ventes au détail d'aliments ont dépassé 10,8 milliards de dollars, soit une hausse de 1,0 % par rapport à 1988. Du coté de la restauration, les recettes ont totalisé 4,2 milliards de dollars, soit une hausse de 12,6 %. Il s'agit donc d'un marché interne annuel de plus de 15 milliards de dollars. Les données disponibles indiquent également des exportations agro-alimentaires québécoises annuelles de l'ordre de 1,2 milliard de dollars depuis quelques années.

Pour la même année, les livraisons québécoises d'aliments et boissons ont été de 10,8 milliards de dollars, soit une baisse de 2,2%. Sur cette base des livraisons, l'industrie québécoise des aliments et boissons compte pour environ 26 % de l'industrie canadienne correspondante. L'industrie de la transformation des viandes, l'industrie laitière et l'industrie des aliments pour animaux constituent le noyau de base qui représente plus des deux tiers de l'activité de l'industrie des aliments et environ 60 % du total aliments et boissons. L'industrie des boulangeries-pâtisseries constitue un autre grand groupe, dont l'importance se manifeste surtout au niveau de l'emploi.

LES IMMOBILISATIONS

L'industrie des aliments et boissons a des effets d'entraînement importants sur l'économie du Québec et de ses régions. À titre d'exemple, les immobilisations ont totalisé 335,8 millions de dollars en 1989, soit une hausse de 2,2 % par rapport à 1988, après une hausse de 29,8 % l'année précédente. En 1990, les fabricants d'aliments et boissons prévoient à nouveau affecter près de 380 millions de dollars à leurs nouvelles dépenses de capital.

FAITS SAILLANTS

L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis entré en vigueur le 1er janvier 1989, la poursuite des négociations du GATT et les perspectives d'une mondialisation croissante des marchés continuent d'orienter les grandes décisions des entreprises du secteur au Québec. La croissance lente du marché intérieur amplifie cette nécessité d'une ouverture accrue sur les marchés extérieurs.

À ce jour, les réactions des entreprises ont été positives, si l'on en juge par la vigueur des investissements, ce qui témoigne de leur dynamisme. En effet, cumulées pour les années 1988-89-90, les immobilisations du secteur devraient totaliser plus d'un milliard de dollars, soit 50,0 % de plus qu'au cours des trois années précédentes.

Les diverses rationalisations d'entreprises discutées et mises en place dans l'ensemble de l'industrie découlent de cette même nécessité d'une meilleure compétitivité sur les marchés internes et externes. Aux ventes-fusions survenues ces dernières années concernant Nabisco, Kraft, Pillsbury, Tyson Foods, Catelli, Molson-O'Keefe et Steinberg, il faut ajouter une tentative de vente par Saputo, une volonté de regroupement dans l'industrie laitière du Québec et divers programmes de rationalisation mis en place chez Provigo et Métro-Richelieu.

Notons enfin une entente de trois ans entre le Groupe Olympia Ltée et divers intervenants de l'industrie porcine du Manitoba qui devrait s'avérer profitable pour la progression de cette firme du Québec.

SECTEUR: ALIMENTS ET BOISSONS

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
Indice du prix de vente (1981=100)					
Aliments	118,8	122,4	126,9	129,8	2,3
Boissons	138,0	141,8	147,4	156,4	6,1
Livraisons manufacturières ('000 000 $ courants)					
Québec					
Aliments	8 884,4	9 080,1	9 557,2	9 230,7	-3,4
Boissons	1 282,0	1 396,8	1 454,5	1 540,1	5,9
Total	10 166,4	10 476,9	11 011,7	10 770,8	-2,2
Canada					
Aliments	34 137,2	35 310,0	36 865,0	36 802,7	-0,2
Boissons	5 045,1	5 358,1	5 602,5	5 642,9	0,7
Total	39 182,3	40 668,1	42 467,5	42 445,6	-0,1
Livraisons manufacturières ('000 000 $ constants de 1981)					
Québec					
Aliments	7 478,5	7 418,4	7 531,3	7 111,5	-5,6
Boissons	929,0	985,0	986,8	984,7	-0,2
Total	8 407,4	8 403,4	8 518,1	8 096,2	-5,0
Canada					
Aliments	28 735,0	28 848,0	29 050,4	28 353,4	-2,4
Boissons	3 655,9	3 778,6	3 800,9	3 609,0	-5,0
Total	32 390,9	32 626,7	32 851,3	31 961,4	-2,7
Indice des prix à la consommation					
Montréal (1981=100) - aliments	128,4	135,1	139,0	144,9	4,2
Valeur des ventes au détail, magasins d'alimentation					
'000 000$ courants	9 506,6	10 311,7	10 746,0	10 851,9	1,0
'000 000$ constants de 1981	7 403,9	7 632,6	7 730,9	7 489,2	-3,1
Valeur des ventes ('000 000 $):					
restaurants, traiteurs et tavernes	2 868	3 415	3 760	4 235	12,6
Dépenses d'immobilisations ('000 000 $)					
Aliments et boissons	202,3	253,1	328,6	335,8	2,2
Valeur des exportations ('000 000 $)					
Produits agricoles et alimentaires	1 300,2	1 257,5	1 182,7	1 132,7	-4,2
Boissons	108,4	112,8	103,7	N.D.	-
Total	1 300,2	1 257,5	1 156,2	N.D.	-
Valeur des importations ('000 000 $)					
Produits agricoles et alimentaires	1 584,5	1 587,1	1 589,4	N.D.	-
Boissons	148,7	154,9	141,7	N.D.	-
Total	1 733,2	1 742,0	1 731,1	N.D.	-

Sources: 28, 35, 50, 59, 62, 67, 77, 80.

LE COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

LES EXPORTATIONS

Les exportations québécoises internationales de produits agricoles et alimentaires ont totalisé en 1988 une valeur de 1,18 milliard de dollars comparativement à 1,26 milliard de dollars en 1987, soit un léger recul de 6 %. La baisse est attribuable au faible prix du porc en 1988 et à la réduction des ventes de produits laitiers.

Le secteur des animaux vivants, des viandes et autres produits animaux cumule à lui seul près de 41 % des recettes totales provenant des ventes à l'exportation. Parmi ce groupe, les viandes se classent au premier rang, générant près de 30 % de la valeur totale des exportations. Les trois quarts des recettes du groupe des viandes proviennent des ventes de porc. Les bas prix de 1987 et 1988 ont contribué à réduire les recettes de ce groupe. Les produits laitiers se classent au second rang des exportations québécoises, comptant pour près de 12 %. Ce groupe connaît une baisse régulière depuis plusieurs années en raison de la réduction des exportations de poudre de lait, conséquente à la diminution de la production de beurre. Le faible prix de la poudre de lait sur le marché international a incité les fabricants à utiliser davantage la poudre sur le marché intérieur. La production de fromages de spécialité plus maigres libère de la matière grasse pour la production de beurre réduisant ainsi la quantité de lait entier destinée à la production de beurre et de ce fait, la production de poudre de lait.

Le secteur des pêches enregistre depuis quelques années une bonne performance au niveau des exportations; en 1988 il compte pour près de 15 % des recettes totales à l'exportation. Enfin, le secteur des boissons connaît également une bonne croissance ces dernières années. Ce secteur est responsable de 9 % des ventes totales à l'exportation en 1988.

Les données disponibles à ce jour indique que la valeur des exportations pour 1989 devrait se maintenir, accusant une légère baisse de moins de 2 %.

LES IMPORTATIONS

Les importations internationales de produits agricoles et alimentaires se sont soldées à 1,67 milliard de dollars par rapport à 1,74 milliard en 1987, soit une légère baisse de 3 %.

Parmi les produits importés, ce sont les fruits qui occupent le premier rang, totalisant 22 % de la valeur de l'ensemble des importations. Le cacao, le café et le thé comptent pour 17 % des achats totaux. Les légumes se classent au troisième rang avec 9 %. Enfin, les boissons contribuent pour leur part à 8 % des achats québécois à l'étranger.

L'année 1988 par rapport à 1987 est caractérisée par une forte augmentation des importations de céréales, notamment en ce qui regarde le maïs, les aliments complets pour animaux et les tourteaux. Au niveau des produits animaux, on note une importante hausse des achats de boeuf et de fourrure. Dans le secteur des pêches, les achats ont été réduits de près de 20 %. Pour le secteur horticole, les dépenses se sont maintenues, accusant une légère baisse pour les pommes de terre.

Les données actuellement disponibles laissent entrevoir une certaine stabilité des importations pour l'année 1989, les importations du Québec devraient se situer à un niveau comparable à celui de 1988.

SECTEUR: COMMERCE INTERNATIONAL

STATISTIQUES	1985	1986	1987	1988	1988/1987 - % -
EXPORTATIONS ('000 $)					
Céréales non transformées	0	0	0	23	-
Produits céréaliers	52 469	51 631	56 744	42 037	-25,9
Aliments pour animaux	36 990	38 673	33 118	33 906	2,4
Oléagineux non transformés	0	0	0	217	-
Produits oléagineux	14 922	9 006	8 012	8 029	0,2
Animaux vivants	23 558	15 531	23 310	25 466	9,2
Viandes	348 750	413 390	391 390	351 396	-10,2
Autres produits animaux	107 021	135 364	134 950	138 938	3,0
Produits laitiers	186 642	147 938	104 399	87 267	-16,4
Viandes de volaille et oeufs	2 099	1 029	5 116	1 814	-64,5
Poissons	49 090	66 674	81 630	78 343	-4,0
Mollusques et crustacés	55 338	75 195	66 914	79 984	19,5
Autres produits marins	5 740	4 934	3 911	11 893	204,1
Fruits et noix	11 677	14 044	22 412	17 081	-23,8
Légumes sauf les pommes de terre	48 993	54 569	36 200	40 126	10,8
Pomme de terre de consommation	566	641	661	949	43,6
Semences	836	263	357	837	134,5
Miel, érable et sucre	43 301	65 280	52 565	43 610	-17,0
Tabac et produits du tabac	6 050	11 725	21 105	25 510	20,9
Cacao, café et thé	50 151	52 426	60 823	57 133	-6,1
Autres produits agricoles et alimentaires	28 025	33 424	41 049	37 430	-8,8
Boissons	101 324	108 471	112 841	100 698	-10,8
Total des produits agricoles et alimentaires	1 175 542	1 300 208	1 257 507	1 182 687	-5,9
IMPORTATIONS ('000 $)					
Céréales non transformées	24 901	20 191	6 035	21 435	255,2
Produits céréaliers	22 978	24 539	25 465	29 750	16,8
Aliments pour animaux	8 970	8 747	10 196	23 814	133,6
Oléagineux non transformés	10 951	27	157	618	293,0
Produits oléagineux	62 724	54 931	58 550	67 547	15,4
Animaux vivants	12 220	16 354	15 196	12 262	-19,3
Viandes	69 914	66 342	87 287	98 015	12,3
Autres produits animaux	48 778	56 601	61 499	90 099	46,5
Produits laitiers	44 351	50 486	58 717	50 943	-13,2
Viandes de volaille et oeufs	9 183	11 055	14 470	13 218	-8,7
Poissons	38 944	51 115	61 608	49 675	-19,4
Mollusques et crustacés	72 161	66 288	80 066	63 289	-21,0
Autres produits marins	1 698	2 663	4 002	5 905	47,6
Fruits et noix	329 779	350 059	358 872	363 713	1,3
Légumes sauf les pommes de terre	122 213	129 323	136 491	145 848	6,9
Pomme de terre de consommation	5 518	6 035	10 528	6 389	-39,3
Semences	4 806	6 012	7 305	6 142	-15,9
Miel, érable et sucre	79 093	90 422	86 394	70 846	-18,0
Tabac et produits du tabac	15 972	13 421	13 049	12 331	-5,5
Cacao, café et thé	282 170	374 443	300 193	283 681	-5,5
Autres produits agricoles et alimentaires	130 233	185 424	191 062	128 796	-32,6
Boissons	125 759	148 754	154 875	141 348	-8,7
Total des produits agricoles et alimentaires	1 523 316	1 733 233	1 742 015	1 685 664	-3,2

Sources: 28.

SECTEUR: COMMERCE INTERNATIONAL PAR CHAPITRE DU SYSTEME HARMONISÉ

STATISTIQUES	1988	1989	1989/1988 - % -
EXPORTATIONS ('000 $)			
Animaux vivants	25 277	28 720	13,6
Viandes et abats comestibles	347 360	369 734	6,4
Poissons et crustacés, mollusques et autres mollusques aquatiques	139 832	99 378	-28,9
Lait et produits, oeufs d'oiseaux, miel nat., prod. comestible n.d.a.	87 510	109 649	25,3
Autres produits d'origine animale n.d.a.	17 257	20 426	18,4
Plantes vivantes et produits de la floriculture	11 941	10 411	-12,8
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	32 847	37 451	14,0
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	15 324	10 256	-33,1
Café, thé, mate et épices	8 550	2 779	-67,5
Céréales	6 874	5 430	-21,0
Produits de minoterie; amidons et fécules; inuline; gluten de froment	23 293	31 801	36,5
Graines, fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; etc.	12 822	4 141	-67,7
Gommes, résines et autres sucs et extraits de végétaux	313	283	-9,6
Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, n.d.a.	114	70	-38,6
Graisses et huiles ani/veg; grais. aliment. élaborées; cires anim etc.	33 772	41 783	23,7
Préparations de viandes, poissons ou crustacés, mollusques etc.	26 500	20 953	-20,9
Sucres et sucreries	41 921	41 367	-1,3
Cacao et ses préparations	39 886	36 042	-9,6
Prép. base de céréales, farines, amidons, fécules/lait; pâtisserie	18 832	8 575	-54,5
Préparations de légumes, fruits ou autres parties de plantes	10 585	12 060	13,9
Préparations alimentaires diverses	18 819	18 785	-0,2
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	103 728	99 951	-3,6
Résidus et déchets des ind. alimentaires; aliment prép. pour animaux	32 829	30 515	-7,0
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	25 421	26 699	5,0
Total	1 081 607	1 067 259	-1,3
IMPORTATIONS ('000 $)			
Animaux vivants	11 127	11 282	1,4
Viandes et abats comestibles	101 599	103 512	1,9
Poissons et crustacés, mollusques et autres mollusques aquatiques	79 116	74 738	-5,5
Lait et produits, oeufs d'oiseaux, miel nat., prod. comestible n.d.a.	53 778	50 525	-6,0
Autres produits d'origine animale n.d.a.	13 519	12 133	-10,3
Plantes vivantes et produits de la floriculture	21 310	22 983	7,9
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	124 976	129 960	4,0
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	262 171	240 510	-8,3
Café, thé, mate et épices	186 940	159 176	-14,9
Céréales	21 710	19 031	-12,3
Produits de minoterie; amidons et fécules; inuline; gluten de froment	4 606	6 654	44,5
Graines, fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; etc.	29 322	35 421	20,8
Gommes, résines et autres sucs et extraits de végétaux	9 656	8 559	-11,4
Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, n.d.a.	755	781	3,4
Graisses et huiles ani/veg; grais. aliment. élaborées; cires anim etc.	21 292	22 126	3,9
Préparations de viandes, poissons ou crustacés, mollusques etc.	46 409	41 613	-10,3
Sucres et sucreries	70 564	116 362	64,9
Cacao et ses préparations	81 086	71 194	-12,2
Prép. base de céréales, farines, amidons, fécules/lait; pâtisserie	27 966	34 355	22,8
Préparations de légumes, fruits ou autres parties de plantes	112 918	109 069	-3,4
Préparations alimentaires diverses	55 459	47 039	-15,2
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	141 715	183 901	29,8
Résidus et déchets des ind. alimentaires; aliment prép. pour animaux	71 433	55 254	-22,6
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	12 330	12 510	1,5
Total	1 561 757	1 568 688	0,4

Sources: 56, 58.

CHAPITRE 2
LES PRODUCTIONS ANIMALES

LA PRODUCTION LAITIÈRE

LE MARCHÉ

La consommation canadienne totale de produits laitiers a été stable au cours de la dernière décennie. Elle a cependant commencé à connaître un recul en 1990. La diminution plus rapide de la consommation de beurre n'est plus compensée par l'augmentation plus lente de fromages de plus en plus maigres. L'apparition du lait 1% devrait accentuer la consommation de lait nature plus maigre. Les produits, tant par leur nature que leurs contenants et leurs emballages, se sont grandement diversifiés, notamment pour les fromages, les crèmes glacées et les yogourts.

Le Québec, autosuffisant dans le secteur des laits de consommation, produit 47 % du quota national de lait de transformation. Il approvisionne le marché canadien en fromages et en beurre. Les exportations de ces produits sont minimes alors que l'exportation de poudre de lait écrémé représente le gros des exportations du Québec. Les exportations se font dans le cadre des programmes de la Commission canadienne du lait et des producteurs laitiers.

Pour les laits de consommation, la Régie des marchés agricoles du Québec fixe, après audition des parties intéressées, des prix minimaux et maximaux aux niveaux du détail et de la livraison à domicile.

LA PRODUCTION

La production de lait est soumise à un programme de contingentement. Le gouvernement fédéral garantit aux producteurs, pour le lait de transformation, un prix basé sur les coûts de production. Pour ce faire, la Commission canadienne du lait administre un programme de prix de soutien et de rachat des surplus de beurre et de poudre de lait écrémé tout en versant aux producteurs une subvention de l'ordre de 6,03 $/hectolitre. Les frais d'exportation des surplus de poudre de lait écrémé et de tout excédent de production au-delà des quotas émis sont financés par des contributions des producteurs. Quant aux prix du lait de consommation, il est fixé, après audition des parties, par la Régie des marchés agricoles du Québec.

LA CONJONCTURE

Au cours des dernières années, l'industrie laitière a connu une période de stabilité des prix et de la production. Cet équilibre a été rompu en 1990. La Commission canadienne du lait a dû réduire de 3 % le quota de mise en marché. Les conditions d'approvisionnement en lait des entreprises québécoises, la renégociation des accords commerciaux du GATT et la révision de la politique laitière sont toujours au centre du débat.

La Colombie-Britannique a reçu 5 % de quota additionnel et a maintenu sa participation au plan national du lait. La Régie des marchés agricoles a dû procéder à des arbitrages successifs entre les entreprises de transformation et la Fédération des producteurs de lait qui ne réussissaient pas à s'entendre sur un mode d'approvisionnement du lait entre les usines. Le ministre Pagé est intervenu dans les négociations qui doivent aboutir au cours de l'été 1990 à une première convention signée depuis 1985. Quant aux accords commerciaux internationaux, l'attention a été retenue par le dépôt de la position canadienne sur le renforcement et la clarification de l'article XI en mars 1990.

Le 13 juillet 1990, Aart De Zeeuw, président du groupe de négociation sur l'agriculture, a déposé son rapport. Ce dernier se veut un document de base de négociation. M. De Zeeuw recommande une réduction substantielle des subventions internes, donc des prix de soutien du lait, et diminuerait le rôle de la Commission canadienne du lait comme agent de commercialisation à l'extérieur du Canada. De même, il propose la conversion des barrières à l'importation en barrières tarifaires, qui seront graduellement réduites. Ces propositions signifient en pratique l'abrogation de l'article XI 2c.i et donc, le démantèlement à plus ou moins long terme du système de gestion de l'offre. Le Québec s'oppose fermement à ces recommandations. Le début de l'automne donnera lieu à une série de séances de négociations qui devraient aboutir à un accord d'ici la fin de décembre 1990.

SECTEUR: PRODUCTION LAITIERE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
PRODUCTION					
Nombre d'exploitations	17 923	15 816	15 448	14 726	-4,7
Ventes de lait de consommation (kl)	687 898	696 359	703 927	697 437	-0,9
Ventes de lait de transformation (kl)	2 152 199	2 148 240	2 280 072	2 175 775	-4,6
Ventes totales (kl)	2 840 097	2 844 599	2 983 999	2 873 212	-3,7
Contingent de lait (matières grasses) (tonnes) (1)					
Québec	80 048	79 962	81 101	81 070	-0,0
Canada	167 907	167 901	170 328	170 748	0,2
Recettes monétaires ('000 $)	1 150 848	1 177 152	1 263 731	1 271 848	0,6
TRANSFORMATION					
Valeur des livraisons ('000 $)	2 650 829	2 883 500	3 163 400	2 960 400	-
Beurre (tonnes)	48 968	45 381	50 928	45 259	-11,1
Poudre de lait (tonnes)	107 060	105 188	107 887	95 847	-11,2
Fromage cheddar (tonnes)	52 050	56 223	33 789	51 795	53,3
Fromages fins (tonnes)	45 452	61 427	66 006	67 828	2,8
Yogourt (tonnes)	44 601	51 474	52 958	54 101	2,2
CONSOMMATION TOTALE					
Lait frais (3,25%, 2%, 0%) ('000 kl)	656,6	661,7	645,4	N.D.	-
Crème ('000 kl)	28,4	29,4	28,2	N.D.	-
Beurre ('000 tonnes)	29,8	30,1	29,6	N.D.	-
Poudre de lait ('000 tonnes)	15,6	20,6	17,4	N.D.	-
Fromage cheddar ('000 tonnes)	20,5	21,4	22,0	N.D.	-
Autres fromages ('000 tonnes)	57,7	60,2	62,2	N.D.	-
Yogourt ('000 kl)	28,5	33,2	33,9	N.D.	-
DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE (prod./cons.) (%)					
Beurre	164,08	152,40	167,50	N.D.	-
Lait écrémé en poudre	516,48	359,99	473,00	N.D.	-
Fromage cheddar	253,27	249,89	252,12	N.D.	-
Total - fromages	134,56	143,18	155,32	N.D.	-
Yogourt	147,50	147,88	143,26	N.D.	-
ÉCHANGES COMMERCIAUX ('000 $)					
Valeur des exportations	147 938	104 399	87 266,9	N.D.	-
Valeur des importations	50 486	58 717	50 942,6	N.D.	-
Balance commerciale	97 452	45 682	36 324,3	N.D.	-

(1) Au 31 juillet.

Sources: 3, 17, 24, 28, 29, 30, 33, 37, 38, 51, 75, 79.

LA PRODUCTION PORCINE

LE MARCHÉ

Depuis mars 1989, les porcs produits au Québec sont commercialisés par l'entremise d'un système d'enchères électroniques. Ce système permet d'assurer une plus grande sécurité d'approvisionnement pour les abattoirs, tout en garantissant un prix uniforme pour un produit de même qualité, indépendamment de la région ou du volume transigé. Le prix moyen 1989 était de 135 $ par 100 kilogrammes au Québec (indice 100) comparativement à 138 $ pour l'Ontario. Le prix s'est raffermi au cours du premier trimestre 1990, suivant le prix américain. Ce dernier a connu plusieurs sommets de plus de 65 $ US le 100 livres vif de mai à juillet 1990. Le secteur de la transformation est très concentré au Québec, avec trois entreprises, Groupe Olympia, Coopérative fédérée et J.N. Brochu, qui se partagent plus de 80 % des abattages. La province consomme en moyenne 198 milliers de tonnes de viande de porc par année. Les exportations canadiennes de viande de porc à destination des États-Unis ont baissé de 14 % en volume en 1989 par rapport à 1988, tandis qu'elles augmentaient respectivement de 20 % et 70 % vers le Japon et les autres destinations, pour une diminution globale de 6 % en 1989. Les États-Unis ont acheté pour environ 80 % des exportations totales de viande de porc en 1989.

LA PRODUCTION

Deuxième production agricole d'importance au Québec après la production laitière, le secteur porcin regroupe près de 4 300 producteurs, qui élevaient 4,8 millions de porcs en 1989, engendrant des recettes monétaires de 555 millions de dollars. La production et les abattages du Québec représentaient respectivement en 1989, 30 % et 34 % par rapport à l'ensemble canadien. Les abattages québécois ont baissé de 5,5 % en 1989 par rapport à 1988 du fait de la forte diminution du nombre de porcs en provenance de l'Ontario. La production canadienne devrait diminuer de 2 % en 1990 par rapport à 1989. Le Québec est tributaire des exportations avec une production représentant 150 % de ses besoins. L'autosuffisance canadienne s'élève à un niveau semblable.

LA CONJONCTURE

Les États-Unis imposent un droit compensateur de 3,6 cents la livre de viande de porc canadienne depuis le 13 septembre 1989. Le Canada, le Québec, les producteurs et les transformateurs sont allés en appel de cette décision en vertu de l'Accord de libre-échange. Les décisions des deux panels formés à cet effet seront rendues d'ici la fin de l'été 1990. D'autre part, le droit sur le porc vivant pour les périodes 1986-1987 et 1987-1988 est en révision; il devrait diminuer de 2,2 cents la livre (vivant) à 0,6 et 0,7 cents respectivement pour ces deux années. Cependant, on prévoit une hausse du droit pour les deux périodes subséquentes, qui provient des paiements de stabilisation tripartite versés en 1989. La décision du panel du GATT, devant lequel le Canada protestait contre le principe de la ligne continue appliqué dans la loi du commerce américaine, devrait également être rendue au cours de l'été 1990.

SECTEUR: PRODUCTION PORCINE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
INVENTAIRE ('000 têtes)					
Truies					
Québec	278,0	286,0	284,0	290,0	2,1
Ontario	339,0	355,0	355,0	310,0	-12,7
Provinces de l'Ouest	360,0	392,0	409,0	412,3	0,8
Canada	1 014,8	1 071,7	1 086,3	1 070,0	-1,5
PRODUCTION ('000 têtes)					
Porcs à l'engraissement					
Québec					
Inventaire	2 646,0	2 715,0	2 782,0	3 130,0	12,5
Production	4 649,7	4 640,8	4 763,0	4 852,4	1,9
Abattages	5 078,1	5 063,9	5 444,9	5 142,8	-5,5
Ontario					
Inventaire	2 789,0	2 982,0	2 992,0	3 115,0	4,1
Production	4 879,9	4 957,7	5 143,9	4 924,3	-4,3
Abattages	4 116,8	4 240,3	4 258,4	4 420,4	3,8
Provinces de l'Ouest					
Inventaire	3 039,7	3 316,6	3 578,5	4 007,0	12,0
Production	4 882,6	5 137,6	5 931,6	6 267,9	5,7
Abattages	4 578,7	4 842,9	5 133,6	5 361,9	4,4
Canada					
Inventaire	8 803,7	9 355,6	9 692,4	10 634,5	9,7
Production	15 026,3	15 350,3	16 462,3	16 707,9	1,5
Abattages	14 338,4	14 733,9	15 431,8	15 487,8	0,4
États-Unis (tous porcs)					
Inventaire	41 100	39 690	42 675	43 210	1,3
Abattages	79 598	81 081	87 795	88 693	1,0
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)					
Québec	672 815	651 747	532 779	537 572	0,9
Ontario	680 465	682 397	557 239	535 118	-4,0
Provinces de l'Ouest	680 681	700 814	632 750	646 213	2,1
Canada	2 121 228	2 119 577	1 778 378	1 787 732	0,5
États-Unis	9 716 044	10 326 387	N.D.	N.D.	-
PRIX					
Indice 100 - Toronto ($CAN/100 lb)	81,37	79,61	63,18	62,17	-1,6
FPPQ - Québec enchère électronique (1)	-	-	-	-	-
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Importations de viande					
Volume (tonnes)					
Québec	3 034	4 040	2 491	N.D.	-
Canada	11 397	13 773	9 832	7 581	-22,9
Valeur ('000 $)					
Québec	9 175,0	14 054,4	7 093	N.D.	-
Canada	37 465,7	49 059,0	30 740	27 075	-11,9
Exportations de viande					
Volume (tonnes)					
Québec	102 509	98 681	106 642	N.D.	-
Canada	205 396	223 825	243 647	228 440	-6,2
Valeur ('000 $)					
Québec	310 231,4	295 404,8	255 539	N.D.	-
Canada	627 756,8	671 716,5	580 501	563 719	-2,9
ASSURANCE-STABILISATION (2)					
Porcelet					
Nombre d'unités assurées	243 404	227 509	219 427	254 965	16,2
Prix garanti ($/porcelet)	40,68	39,64	41,59	48,75	17,2
Prix du marché ($/porcelet)	36,09	47,68	44,19	35,35	-20,0
Compensations totales versées ('000 $)	19 005,0	0,0	0,0	28 794,0	-
Porcs à l'engraissement					
Nombre d'unités assurées	3 330 868	3 199 680	3 042 516	3 997 136	31,4
Prix garanti ($/100 kg)	165,76	168,32	177,07	173,90	-1,8
Prix du marché ($/100 kg)	151,79	184,85	172,13	135,77	-21,1
Compensations totales versées ('000 $)	31 077,0	0,0	11 652,8	93 676,0	703,9

(1) L'encan par enchère électronique a débuté en mars 1989.
(2) Les valeurs correspondent aux années de commercialisation, telles que données par la RAAQ. Par exemple 1986 = 1985-1986.

Sources: 6, 37, 38, 47, 49, 73, 75, 78, 82, 83.

LA PRODUCTION BOVINE

LE MARCHÉ ET LA PRODUCTION

Globalement la production bovine génère des recettes monétaires agricoles de l'ordre de 300 millions de dollars par année au Québec, soit environ 30 % et 8 % des niveaux correspondants en Ontario et au Canada respectivement. Les recettes du secteur représentent moins de 10 % de l'ensemble des recettes monétaires agricoles du Québec et moins de 60 % de celles du secteur porcin.

Cette production comprend deux segments relativement distincts, soit les veaux et les bovins. Le Québec produit annuellement environ 300 000 têtes dans chaque catégorie. Pour sa part le Canada produit annuellement près de 900 000 têtes de veaux et plus de 4 millions de têtes de bovins d'abattage. Le Québec représente donc 30 % de la production canadienne de veaux mais moins de 10 % de la production de bovins d'abattage.

En 1989, la production de bovins a progressé de 7,2 % au Québec après deux années de baisse en 1988 et 1987. Le niveau de production de 1989 est comparable à celui de 1985. Au Canada, la progression est de moins de 2 % en 1989 mais atteint près de 20 % depuis 1985.

Pour sa part, la production de veaux est légèrement à la baisse tant au Québec qu'au Canada au cours des deux ou trois dernières années.

Compte tenu de l'évolution de la production et des prix pratiqués dans ce secteur en 1989, les recettes monétaires agricoles générées par le secteur ont progressé de 6 % au Québec. Comparativement, les recettes monétaires agricoles ont été légèrement à la baisse en Ontario et au Canada en 1989.

LA CONJONCTURE

Après une longue période de liquidation sur le marché américain, on assiste depuis quelques années à une certaine reconstitution du cheptel bovin sur l'ensemble du continent nord-américain. En plus du mouvement cyclique normal, d'autres facteurs peuvent influencer ces variables, notamment les conditions climatiques qui affectent la production céréalière et herbagère.

Au Canada, la période de reconstitution des inventaires est également en marche depuis quelques années et la production est généralement en hausse en réponse aux prix.

Selon les plus récentes prévisions de prix et de production pour le secteur bovin effectuées par Agriculture Canada, on devrait s'attendre à de très faibles augmentations des recettes monétaires agricoles au Québec en 1990. Les légères hausses dans le prix des bovins seraient annulées par la baisse de production et de prix du veau.

SECTEUR: PRODUCTION BOVINE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
INVENTAIRE ('000 têtes)					
Vaches de boucherie					
Québec	160,0	165,0	170,0	175,0	2,9
Canada	3 223,8	3 254,6	3 352,1	3 367,5	0,5
États-Unis (1er janvier)	33 632,0	33 779,0	33 183,0	33 515,0	1,0
Bovins et veaux					
Québec	1 506,0	1 492,0	1 504,0	1 390,0	-7,6
Canada	11 776,7	11 749,9	12 060,2	11 016,1	-8,7
États-Unis (1er janvier)	105 468,0	102 000,0	99 622,0	99 180,0	-0,4
PRODUCTION ('000 têtes) (abattages et exportations)					
Bovins d'abattage					
Québec	361,2	315,9	292,3	313,5	7,3
Ontario	1 110,4	1 013,2	955,8	927,7	-2,9
Provinces de l'Ouest	2 516,3	2 472,4	2 729,6	2 801,1	2,6
Canada	4 097,5	3 907,8	4 076,3	4 140,3	1,6
Veaux d'abattage					
Québec	334,7	319,8	317,5	313,5	-1,3
Ontario	210,4	194,7	195,4	200,3	2,5
Provinces de l'Ouest	343,9	347,3	348,7	349,2	0,1
Canada	911,2	883,6	881,4	881,3	-0,0
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)					
Québec	296 333	228 842	299 269	317 327	6,0
Ontario	1 133 004	1 071 401	1 012 743	1 006 158	-0,7
Provinces de l'Ouest	2 050 373	2 287 632	2 528 493	2 499 689	-1,1
Canada	3 564 389	3 756 610	3 928 624	3 904 968	-0,6
PRIX ($/100 lb)					
Bovins d'abattage A1, A2 (1 000 lb et plus)					
Québec (abattoirs, base carcasse)	74,91	83,08	80,04	81,46	1,8
Bouvillons A1, A2 (1 000 lb et plus)					
Toronto (parcs publics)	82,66	88,89	87,35	88,82	1,7
Bouvillons d'engraissement (800 - 900 lb)					
Toronto (parcs publics)	84,40	94,19	91,93	89,95	-2,2
Edmonton (parcs publics)	80,88	94,90	92,01	89,77	-2,4
Vaches D1					
Toronto (parcs publics)	52,71	60,99	57,91	56,86	-1,8
Veaux de grain A2 (base carcasse)					
Québec (enchère électronique, Saint-Hyacinthe)	82,25	N.D.	161,64	167,89	3,9
ASSURANCE-STABILISATION					
Veaux d'embouche (1)					
Nombre d'unités assurées	143 266	146 222	143 935	153 292	6,5
Prix garanti ($/100 kg)	354,83	342,40	348,06	365,83	5,1
Prix du marché ($/100 kg encans spécialisés)	213,01	255,67	221,17	224,34	1,4
Compensations totales versées ('000 $)	32 818,3	22 807,7	34 467,8	39 694,9	15,2
Bovins d'abattage (1)					
Nombre d'unités assurées	70 559	63 927	68 097	69 293	1,8
Prix garanti ($/100 kg)	207,36	216,91	238,41	227,62	-4,5
Prix du marché ($/100 kg abattoirs, base vivante)	175,38	190,83	183,20	187,57	2,4
Compensations totales versées ('000 $)	11 988,7	9 011,8	20 776,4	15 199,0	-26,8
Veaux de grain					
Nombre d'unités assurées	97 207	63 415	61 054	55 510	-9,1
Prix garanti ($/100 kg)	228,42	231,83	251,85	N.D.	-
Prix du marché ($/100 kg) (enchère électronique, base vivante)	189,18	206,33	218,08	N.D.	5,7
Compensations totales versées ('000 $)	7 927,2	3 497,3	4 613,8	N.D.	-
Veaux de lait					
Nombre d'unités assurées	-	54 826	64 059	74 142	15,7
Prix garanti ($/100 kg)	-	348,49	391,25	N.D.	-
Prix du marché ($/100 kg abattoirs, base carcasse)	-	334,24	358,13	N.D.	-
Compensations totales versées ('000 $)	-	1 460,0	4 016,5	N.D.	-

(1) Pour les productions de veaux d'embouche et de bovins d'abattage, l'année en cours correspond à l'année de commercialisation, c'est-à-dire l'année 1985 couvre la période des mois d'octobre 1984 à septembre 1985.
(2) L'enchère électronique a débuté en août 1987.
Sources: 6, 47, 49, 73, 75.

LA PRODUCTION OVINE

LE MARCHÉ ET LA PRODUCTION

La production ovine totalise environ 70 000 têtes par année au Québec, soit un peu moins de 50 % et 20 % de la production correspondante en Ontario et au Canada. Cette production se traduit par des recettes monétaires agricoles de l'ordre de 6 millions de dollars par année au Québec comparativement à 10 millions de dollars en Ontario et 31 millions de dollars au Canada et représente à peine 0,2 % des recettes monétaires agricoles du Québec.

En 1989, la production ovine a progressé de 6 % au Québec (4 200 têtes) par rapport aux niveaux des deux années précédentes. Cet accroissement de la production en 1989 a permis de rétablir le niveau de production à celui de 1986. Pour la même année 1989, les progressions correspondantes enregistrées en Ontario et au Canada ont été de 10 % et 7 % respectivement.

D'autre part, les prix enregistrent une baisse en 1989, notamment les prix de l'agneau léger dont la baisse est de plus de 10 %.

Dans ce contexte, les recettes monétaires agricoles issues de cette production ont été relativement stagnantes au Québec au cours des trois ou quatre dernières années. Elles accusent même une baisse d'environ 5 % en 1989. En contrepartie, les compensations totales versées pour la stabilisation des revenus dans ce secteur se sont accrues de 13 % pour la même année.

LA CONJONCTURE

La production québécoise satisfait à près de 20 % des besoins de consommation de viande ovine. Pour satisfaire à la demande, le Québec s'approvisionne actuellement en Nouvelle-Zélande, en Australie et dans les autres provinces canadiennes.

La production du Québec est actuellement majoritairement orientée vers la vente d'agneaux de lait à Pâques et d'agneaux lourds en fin d'été et au début de l'automne. La pénétration de l'agneau lourd québécois dans les chaînes d'alimentation est donc grandement freinée par l'irrégularité des approvisionnements et les prix plus compétitifs de l'agneau importé. Devant cette situation, le Québec se doit d'être de plus en plus compétitif s'il veut approvisionner son propre marché.

SECTEUR: PRODUCTION OVINE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
PRODUCTION ('000 têtes) (abattages et exportations)					
Moutons et agneaux d'abattage					
Québec	74,1	70,6	70,3	74,5	6,0
Ontario	146,1	142,3	147,4	162,7	10,4
Canada	418,0	403,5	415,6	446,8	7,5
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)					
Québec	6 599	6 300	6 288	5 957	-5,3
Ontario	11 006	11 570	10 245	9 703	-5,3
Canada	33 588	35 583	32 137	31 372	-2,4
PRODUCTION AU QUÉBEC (000 têtes)					
Agneaux	59 091	59 429	58 578	61 061	4,2
Moutons	15 008	11 171	11 722	13 439	14,6
PRIX AU QUÉBEC ($/100 kg)					
Agneaux	278,60	265,43	276,04	246,50	-10,7
Moutons	110,23	118,19	104,63	104,98	0,3
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Importations					
Agneaux et moutons vivants (nombre)					
Québec	41	2	17	N.D.	-
Canada	36 979	34 227	41 670	34 252	-17,8
Viandes (tonnes)					
Québec	2 342	2 610	960	N.D.	-
Canada	15 148	13 965	12 473	11 531	-7,6
ASSURANCE-STABILISATION (2)					
Agneaux					
Nombre d'unités assurées	62 811	62 033	59 789	58 801	-1,7
Prix garanti ($/100 kg)	460,45	465,19	492,09	526,73	7,0
Prix du marché ($/100 kg) (base vivante, abattoirs et encans)	250,29	274,58	309,26	344,67	11,4
Compensations totales versées ('000 $)	3 924,43	3 515,41	3 249,53	3 676,80	13,1

(1) Prix à l'encan de Saint-Hyacinthe, $/livre.
(2) Les valeurs correspondent aux années de commercialisation, telles que fournies par la RAAQ. Par exemple, 1986 correspond à 1986-1987.

Sources: 6, 21, 25, 38, 47, 49, 57.

LA VOLAILLE

LE POULET

Après avoir connu une baisse de production en 1989, le contingent de 1990 a été haussé de 4,3%. Cette croissance de la production va permettre de mieux répondre aux besoins du marché québecois. Toutefois, étant donné que l'Ontario a produit de façon irrégulière et n'a pas rencontré son allocation à certaine période, le Québec a dû fournir une partie du produit qui manquait dans cette province. Ce manque de produit sur le marché canadien a favorisé une croissance des importations au début de 1990 et une hausse des prix de gros.

La Colombie-Britannique s'est retiré du plan national de commercialisation le 1er janvier 1990. Cette province produit maintenant plus que l'allocation qui lui est accordée. Ces surplus sont écoulés dans les provinces voisines ce qui force celles-ci à se débarrasser d'une partie de leur production qui est dirigée vers l'Est. Tout le marché canadien s'en trouve perturbé.

LE DINDON

La production de 1989 a pratiquement été conforme à l'allocation accordée au Québec. Le contingent de 1990 est de 2 % plus élevé. Le Québec a connu des périodes d'entreposage excessives jumelées avec des prix sous le coût de production. Cette situation provient de la difficulté de régulariser la production du dindon par catégorie et par période. Les besoins du marché exigent plus de discipline dans la production. Au Québec comme ailleurs, la production de dindons de 8 kg et de +8 kg par période est loin d'être respectée. Il faut donc corriger cette situation pour mieux satisfaire les besoins du marché.

LA CONJONCTURE

À court terme, la consommation de poulet et de dindon devrait s'accroître au Québec et au Canada et le contingentement devrait donc être à la hausse. De plus, les besoins de l'industrie de transformation et de la restauration devraient amener des modifications dans les habitudes de fonctionnement des Offices de commercialisation.

Deux événements peuvent avoir des conséquences à long terme beaucoup plus importantes. Le gouvernement fédéral, dans le cadre de la révision de la politique agricole nationale, a mis sur pied un comité consultatif fédéral-provincial chargé de lui faire des recommandations sur l'avenir des Offices nationaux de commercialisation actifs dans la volaille. Ce comité devrait déposer son rapport à l'automne. On s'attend à ce qu'il propose des changements majeurs.

D'autre part, l'existence même des Offices de commercialisation est remise en cause par le rapport du président du groupe de négociation sur l'agriculture au GATT. En effet, le rapport De Zeeuw propose l'élimination des mesures aux frontières et leur remplacement par des tarifs qui seront ensuite réduits, ce qui empêcherait le Canada de bien contrôler les importations. Il propose aussi une réduction du soutien interne ce qui enlèverait l'incitatif principal à contrôler la production. Enfin, il enlèverait aux Offices de commercialisation tout rôle en matière d'exportation y incluant celui de gérer les fonds des producteurs. Ce rapport est présentement l'objet de vives discussions entre les États-Unis et la Communauté économique européenne. S'il est douteux que toutes ses recommandations soient appliquées même à long terme, il orientera sûrement les discussions à venir.

SECTEUR: VOLAILLE

STATISTIQUES	1985	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
PRODUCTION						
Nombre de détenteurs de quotas						
Poulet	910	884	859	848	668	-21,2
Dindon	223	218	233	232	140	-39,7
Volaille	911	878	1 092	1 078	808	-25,0
Contingent (tonnes)						
Poulet						
Québec	144 287	148 719	159 594	164 710	160 263	-2,7
Ontario	-	-	-	-	-	-
Canada	454 127	475 701	512 638	528 219	518 386	-1,9
Dindon						
Québec	24 494	24 714	26 730	26 730	26 871	0,5
Ontario	-	-	-	-	-	-
Canada	100 292	102 967	114 035	114 035	116 822	2,4
Volume (tonnes, poids éviscéré)						
Poulet	145 783	149 477	159 956	163 688	162 647	-0,6
Dindon	24 288	24 167	26 195	26 973	27 467	1,8
TRANSFORMATION						
Nombre d'établissements	29	29	N.D.	N.D.	N.D.	-
Nombre d'employés	3 096	3 082	N.D.	N.D.	N.D.	-
Valeur des livraisons ('000 $)	418 152	434 330	N.D.	N.D.	N.D.	-
Abattages au Canada (tonnes)						
Poulet	462 348	478 205	524 150	529 675	529 303	-0,1
Dindon	101 316	104 894	114 875	118 250	120 545	1,9
Poule	26 043	26 539	27 971	29 879	28 754	-3,8
CONSOMMATION						
Consommation (kg/personne)						
Poulet	22,36	22,87	24,24	25,22	N.D.	-
Dindon	3,26	3,32	3,39	3,56	N.D.	-
Poule	1,6	1,66	1,79	1,73	N.D.	-
Consommation totale ('000 tonnes)						
Poulet	145,7	149,6	159,8	167,5	N.D.	-
Dindon	21,2	21,7	22,4	23,6	N.D.	-
Poule	10,4	10,9	11,6	11,5	N.D.	-
DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE (%)						
Poulet	100,06	99,92	100,10	97,72	N.D.	-
Dindon	114,57	111,37	116,94	114,29	N.D.	-
PRIX - MONTRÉAL($/kg éviscéré)						
A la ferme (vif)						
Poulet	1,03	1,08	1,03	1,08	1,21	12,0
Dindon	1,40	1,38	1,36	1,38	1,44	4,3
Prix de gros (frais éviscéré)						
Poulet	2,02	2,14	2,07	2,13	2,51	17,8
Dindon	2,76	2,81	2,72	2,73	2,57	-5,9
Prix de détail (éviscéré)						
Poulet (frais)	2,78	3,46	3,65	3,85	4,57	18,7
Dindon (congelé)	3,83	4,05	4,11	4,02	3,93	-2,2
RECETTES MONÉTAIRES ('000$)						
Poulet	208 752	223 733	270 275	245 262	276 500	12,7
Dindon	41 285	40 620	42 738	44 681	48 232	7,9
Poule	2 880	3 159	3 649	3 965	4 448	12,2
Total - volaille	252 917	267 512	270 274	293 908	329 180	12,0
ÉCHANGES COMMERCIAUX ($)						
Importations						
Poulet	7 907 359	9 026 874	9 647 533	9 163 042	N.D.	-
Dindon	N.D.	29 507	1 075 866	2 398	N.D.	-
Autres volailles	1 045 814	1 104 682	945 667	5 000 728	N.D.	-
Exportations						
Poulet	342 676	277 185	3 756 126	1 279 039	N.D.	-
Autres volailles	699 577	653 528	948 195	378 485	N.D.	-

Sources: 3, 4, 5, 26, 29, 35, 37, 38, 40, 61.
Office canadien de commercialisation du poulet.
Office canadien de commercialisation du dindon.

LES OEUFS DE CONSOMMATION

LE MARCHÉ

Au Québec, comme dans l'ensemble du Canada, la consommation d'oeufs frais diminue de façon régulière d'environ 1 % par année, alors que la consommation d'oeufs transformés augmente d'environ 5 % par année. En 1987, on évaluait à 15,3 douzaines, la consommation québécoise d'oeufs par personne; de ce nombre, environ 13,8 douzaines étaient consommées à l'état frais. Comme notre production ne couvre qu'environ 70 % de nos besoins, c'est l'Ontario qui comble la presque totalité de notre déficit.

LA PRODUCTION

La province de Québec se classe au deuxième rang des provinces canadiennes, après l'Ontario, pour la production d'oeufs. En août 1989, les quotas détenus par les 183 producteurs enregistrés à la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec représentaient 1 191 686 pondeuses ou 16,6 % du contingent national.

En 1989, il y avait 62 établissements détenteurs de permis pour la classification des oeufs et les cinq principaux classifiaient les deux tiers de la production québécoise.

Seulement deux entreprises font la transformation d'oeufs sous forme liquide ou congelée. Ces entreprises s'approvisionnent généralement à partir des oeufs déclarés en surplus à l'Office canadien de commercialisation des oeufs (OCCO).

LA CONJONCTURE

La Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec administre le plan conjoint et participe à l'administration de l'OCCO. Le système de gestion de l'offre est caractérisé par une formule nationale de fixation des prix basée sur les coûts de production et un programme de gestion des oeufs déclarés en surplus. Étant donné que les oeufs doivent être déplacés des provinces productrices vers les provinces à forte consommation, la formule tient compte des coûts liés au déplacement des oeufs d'une province à l'autre. Au cours de la dernière année, le système de gestion des surplus a placé l'OCCO dans une situation financière très difficile. Cette situation a été occasionnée par divers facteurs dont l'augmentation du prix des oeufs frais, l'augmentation des surplus et les prix sur le marché international qui n'ont pas augmenté proportionnellement à notre marché domestique des oeufs de table.

SECTEUR: OEUFS DE CONSOMMATION

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
PRODUCTION TOTALE ('000 douzaines)					
Québec	78 209	79 128	81 802	80 828	-1,2
Ontario	182 639	182 582	180 560	176 393	-2,3
Canada	472 262	475 468	476 748	468 648	-1,7
PRODUCTION UTILISÉE POUR LA CONSOMMATION ('000 douzaines)					
Québec	68 387	68 299	70 975	69 522	-2,0
Ontario	183 115	168 985	167 808	163 030	-2,8
Canada	439 070	433 454	436 009	427 319	-2,0
CONTINGENT (pondeuses)					
Québec	3 228 549	3 228 549	3 228 549	3 191 686	-1,1
Ontario	7 448 593	7 448 593	7 448 593	7 208 665	-3,2
Canada	19 496 299	19 496 299	19 496 299	19 105 974	-2,0
ARRIVAGES AUX POSTES ('000 douzaines)					
Québec	66 236,6	68 065,2	68 398,9	N.D.	N.D.
Ontario	165 821,9	168 725,3	169 269,1	N.D.	N.D.
Canada	409 347,0	411 319,8	413 202,4	N.D.	N.D.
VOLUME DES VENTES ('000 douzaines)					
Québec	67 846	67 821	70 486	69 020	-2,1
Canada	429 080	428 933	429 893	421 058	-2,1
VALEUR DES VENTES ('000 $)					
Québec	63 631	62 113	69 467	74 528	7,3
Canada	394 537	384 007	414 779	452 189	9,0
UTILISATION A LA FERME					
Volume ('000 douzaines)	541	478	489	502	2,7
Valeur ('000 $)	657	568	611	676	10,6
CONSOMMATION TOTALE ('000 douzaines)					
Québec	102 587	101 117	103 266	N.D.	-
Canada	439 065	433 451	443 167	N.D.	-
DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE (%)					
Québec	66,7	67,5	68,7	N.D.	-
Canada	100,0	100,0	98,4	N.D.	-
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)	63 631	62 113	69 467	70 607	1,6
PRIX A LA FERME ($/douzaine)	0,93	0,91	0,98	1,08	10,2
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Oeufs en coquille ('000 douzaines)					
Importations interprovinciales					
Québec	22 557,0	25 252,6	28 508,9	28 191,6	-1,1
Ontario	9 550,4	15 142,7	18 679,9	17 722,9	-5,1
Exportations interprovinciales					
Québec	2 854,7	5 382,7	5 749,7	6 315,2	9,8
Ontario	20 265,6	22 284,3	27 333,8	23 375,9	-14,5

Sources: 3, 4, 5, 29, 35, 69, 71.

LES OEUFS D'INCUBATION

LE MARCHÉ

Depuis le 8 mai 1989, les importations d'oeufs d'incubation de poulets de chair et de poussins destinés à la production de poulets sont contrôlées. Le contingent global d'importation a été fixé à 17,1 % de la production intérieure de l'année précédente. Cette mesure a eu pour effet de mettre un frein à la croissance importante des importations survenue au cours des dernières années tant au Québec qu'au Canada.

LA PRODUCTION

Du 1er janvier au 2 juin 1990, les mises en incubation d'oeufs d'incubation de poulet à chair dans les couvoirs excèdent de plus de 1 % ceux de la période correspondante de 1988 alors que la production a augmenté de 2,5 %. Les mises en élevage de poussins destinés à la production de poulet ont pour leur part diminué de 1,7 % au cours de la période considérée. Pendant ce temps, au niveau canadien, les placements d'oeufs d'incubation de poulet à chair dans les couvoirs ont augmenté de 7,3 % et les mises en élevage de poussins destinés à la production de poulet se sont accrues de 4,2 %.

LA CONJONCTURE

Les producteurs d'oeufs d'incubation produisent en fonction d'une demande contrôlée au niveau des élevages de poulets, de dindons et de poules pondeuses. Les producteurs doivent constamment ajuster le niveau de leur production afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins des éleveurs de volailles. Les tendances observées dans la production de volailles et d'oeufs de consommation influenceront directement l'évolution de la production d'oeufs d'incubation.

SECTEUR: OEUFS D'INCUBATION

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
PRODUCTION					
Contingent ('000 d'oeufs)					
Québec	108 349,3	125 426,8	128 492,2	124 340,8	-3,2
Ontario	119 421,9	138 287,2	141 382,3	138 144,9	-2,3
Canada	381 199,5	428 378,1	438 807,7	431 102,4	-1,8
Volume ('000 douzaines)	9 822	10 829	10 827	11 306	4,4
Valeur des ventes ('000 $)	25 930	28 588	28 584	29 848	4,4
TRANSFORMATION					
Oeufs éclos viables ('000 d'oeufs)					
Poussins type ponte	3 374,5	3 623,7	3 320,0	3 332,0	0,4
Poussins type chair	104 210,0	113 924,5	118 441,0	119 907,0	1,2
Dindonneaux type chair	3 496,0	3 493,0	3 446,0	3 726,0	8,1
MARCHÉ					
Mise en élevage ('000 de têtes)					
Poussins type ponte	3 974,2	4 054,6	3 986,7	3 914,4	-1,1
Poussins type chair	106 659,4	112 367,2	121 579,6	120 215,1	-1,8
Dindonneaux type chair	5 038,8	5 218,0	5 178,2	5 476,4	5,8
DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE (%)					
Poussins type ponte	84,91	89,37	83,28	85,12	2,2
Poussins type chair	97,70	101,39	97,42	99,74	2,4
Dindonneaux type chair	69,38	66,94	66,55	68,04	2,2
Total					
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)	25 930	28 588	28 584	29 601	3,6
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Importations (interprovinciales et internationales)					
Oeufs d'incubation ('000 d'oeufs)	18 413,5	27 050,0	30 550,0	26 819,2	-12,2
Poussins ('000 de têtes)	12 890,1	7 764,9	7 531,6	5 195,5	-31,0
Dindonneaux ('000 de têtes)	567,0	432,9	571,0	430,5	-24,6
Exportations (interprovinciales et internationales)					
Oeufs d'incubation ('000 d'oeufs)	2 878,2	1 158,9	1 997,3	1 279,1	-36,0
Poussins ('000 de têtes)	3 278,1	3 744,3	7 622,4	3 785,5	-50,3
Dindonneaux ('000 de têtes)	661,6	1 058,9	1 045,1	823,6	-21,2

Sources: 8, 35, 69, 81.

LES ANIMAUX À FOURRURE

LE MARCHÉ

Le marché mondial fut très encombré cette année, les producteurs européens commercialisant un nombre record de peaux. Cette situation a amené des situations pratiquement jamais vues sur les marchés. Les peaux de visons qui, en 1988-1989, s'était déjà vendues à prix très bas, se sont vendues encore moins cher cette année. La situation du renard fut encore plus catastrophique. Alors que les prix avaient déjà diminué de près de 50 % lors de la saison 1988-89, ils ont encore diminué d'un autre 50 % en 1989-90 de sorte qu'ils se situent maintenant à près de 25 % des prix de 1987-88. On a assisté à une mévente des peaux, les stocks en entrepôt sont encore très élevés.

LA PRODUCTION

Après la forte diminution de 1986, la production de vison s'était stabilisée au Québec. Les faibles prix n'ont pas empêché celle-ci de se maintenir même pour l'année 1989. Les producteurs québécois espéraient sans doute un meilleur sort.

Chez les producteurs de renard, après une rapide expansion en 1988, la production avait connu un léger accroissement en 1989.

LA CONJONCTURE

Il faut s'attendre à une diminution drastique de la production de fourrure sur le plan mondial. Des ajustements sont en cours dans les pays de la Communauté économique européenne et dans les pays scandinaves. Ces ajustements devraient normalement entraîner des prix meilleurs. Cependant, cet effet bénéfique sera amoindri par l'ampleur des stocks invendus. On doit donc s'attendre à un redressement mais de faible envergure.

Au Québec, le volume de production devrait chuter drastiquement autant chez les éleveurs de vison que de renard. Cependant, l'effet devrait être plus prononcé chez les éleveurs de vison à cause de la structure de l'industrie.

SECTEUR: ANIMAUX A FOURRURE

STATISTIQUES	1985	1986	1987	1988	1988/1987 - % -
CHEPTEL					
Visons					
Nombre d'exploitations	79	50	61	42	-31,1
Nombre dans les fermes au 1er janvier	90 761	49 627	43 866	50 187	14,4
Achetés ou pris en pension	9 967	10 800	8 222	15 246	85,4
Nés	246 097	136 172	124 011	133 536	7,7
Vendus vivants et pensionnaires rendus	7 767	8 389	10 413	15 520	49,0
Morts ou échappés (non écorchés)	22 132	8 278	7 633	9 954	30,4
Ecorchés	246 437	136 343	109 885	127 186	15,7
Renards					
Nombre d'exploitations	80	96	122	42	-65,6
Nombre dans les fermes au 1er janvier	4 919	5 476	6 241	8 175	31,0
Achetés ou pris en pension	158	493	772	368	-52,3
Nés	7 913	9 296	11 482	14 410	25,5
Vendus vivants et pensionnaires rendus	630	777	1 076	789	-26,7
Morts ou échappés (non écorchés)	268	1 167	518	698	34,7
Ecorchés	7 002	7 434	8 538	13 147	54,0
PRIX MOYEN ($/peau)					
Visons					
Brun					
- Québec	22,29	36,58	26,82	19,71	-26,5
- Canada	24,34	40,08	30,76	21,94	-28,7
Sauvage et élevage					
- Québec	27,10	41,87	35,93	21,45	-40,3
- Canada	29,50	50,49	43,88	23,25	-47,0
Noir					
- Québec	32,67	52,25	44,19	29,46	-33,3
- Canada	39,33	59,67	47,89	31,49	-34,2
Saphir					
- Québec	20,75	37,67	26,58	20,26	-23,8
- Canada	25,12	41,20	38,14	31,30	-17,9
Bleu pâle					
- Québec	20,81	38,98	34,28	28,03	-18,2
- Canada	25,37	44,79	38,48	34,13	-11,3
Renards					
Argenté d'élevage					
- Québec	112,60	193,82	124,18	70,03	-43,6
- Canada	117,88	198,49	125,12	72,24	-42,3
Perle platine					
- Québec	81,66	107,50	81,56	36,38	-55,4
- Canada	117,70	135,07	82,97	40,45	-51,2
Platine					
- Québec	90,74	133,57	74,33	41,59	-44,0
- Canada	105,29	146,39	74,47	46,47	-37,6
Croisé d'élevage					
- Québec	98,82	134,98	72,51	59,05	-18,6
- Canada	109,76	151,21	87,29	72,33	-17,1

Sources: 18, 19, 74.

L'APICULTURE

IMPORTANCE ET PROFIL

En 1989, le Québec comptait 1 491 apiculteurs et plus de 45 000 ruches en opération. Cette activité a généré une production de 2 343 tonnes de miel et des recettes de 6,7 millions de dollars, soit un niveau comparable aux recettes du secteur ovin. Elle représente aussi environ 10 % de l'apiculture canadienne, les provinces des Prairies étant la principale région productrice au Canada.

Cette activité possède cependant un potentiel sous-développé au Québec, soit la pollinisation, qui pourrait s'avérer utile dans l'avenir pour améliorer la rentabilisation du secteur.

MARCHÉ ET PRODUCTION

Les indicateurs de production accusent une baisse relativement importante au Québec en 1989 par rapport aux années précédentes. La baisse du nombre d'apiculteurs et de ruches reflète des changements méthodologiques mais traduit aussi la tendance générale à la baisse au Québec et au Canada depuis quelques années.

Malgré une reprise des rendements au Québec, la production de miel a donc continué de décroître, soit une baisse de 22 % en 1989 après celle de 32 % en 1988. Par ailleurs, malgré une certaine reprise des prix à la ferme, les recettes ont continué de baisser au Québec, soit de 17 % en 1989 après une baisse de 27 % en 1988. Au Canada, la récolte de miel fut de l'ordre de 28 000 tonnes en 1989, soit une baisse de 21 % après celle de 11 % l'année précédente.

La consommation annuelle moyenne de miel se situe autour de 26 000 tonnes au Canada et à plus de 5 000 tonnes au Québec. Le Canada exporte en moyenne environ le tiers de sa production. Pour sa part, le Québec retourne progressivement à un degré d'auto-approvisonnement de l'ordre de 50-60 %, ce qui n'empêche pas certaines entreprises de développer et d'entretenir des marchés extérieurs.

PERSPECTIVE ET CONJONCTURE

Des distortions dues aux politiques américaines expliquent en partie la conjoncture apicole du Canada et du Québec depuis quelques années. En effet, des prix de soutien américains trop élevés avaient d'abord favorisé l'accumulation de stocks. Par la suite, des prix de soutien réduits et l'écoulement des stocks aux États-Unis ont entrainé les prix et la production à la baisse au Canada.

Ces distortions étant devenues moins importantes, les prix devraient amorcer une certaine reprise et la production devrait maintenant se redresser quelque peu au Canada. La mise en place d'un programme tripartite de stabilisation du prix du miel devrait aussi avoir un effet positif sur la production. Les problèmes d'infestation des dernières années pourraient cependant retarder cette reprise.

SECTEUR: APICULTURE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
Nombre d'apiculteurs	3 500	3 300	3 000	1 491	-50,3
Nombre de ruches	100 000	97 000	90 000	45 589	-49,3
PRODUCTION					
Québec					
Par ruche (kg)	28	46	33	51	54,5
Total (tonnes)	2 800	4 445	3 003	2 343	-22,0
Canada					
Total (tonnes)	33 800	39 776	35 415	28 096	-20,7
États-Unis					
Total ('000 tonnes)	91 000	102 000	N.D.	N.D.	-
VALEUR TOTALE DE LA PRODUCTION A LA FERME ('000 $)	7 238	11 179	8 141	6 722	-17,4
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Exportations					
Québec					
Quantité (tonnes)	743	349	380	N.D.	-
Valeur ('000 $)	1 092	622	529	N.D.	-
Canada					
Quantité (tonnes)	11 927	10 903	14 208	21 117	48,6
Valeur ('000 $)	18 374	15 380	16 421	23 318	42,0

Sources: 1, 14, 37, 55, 72.

CHAPITRE 3
LES PRODUCTIONS VÉGÉTALES

LES LÉGUMES

LE MARCHÉ

En 1988, la consommation totale de légumes au Québec, à l'exception de la pomme de terre, est évaluée à 833 000 tonnes réparties entre 525 000 tonnes de légumes frais et 308 000 tonnes de légumes transformés. À elle seule, la consommation de tomates est estimée à 295 000 tonnes; elle est sous forme transformée dans une proportion de 75 %.

La consommation de légumes a connu une bonne croissance de 1972 à 1988 puisqu'elle a augmentée de 37 kg par personne (la pomme de terre exclue), passant de 84 kg en 1972 à 121 kg par personne en 1988. Au cours de cette période de 17 ans, la consommation de légumes frais a augmenté de 78 % tandis que la consommation de légumes transformés s'accroissait de 40 %.

Le marché américain est attrayant et les maraîchers québécois savent en tirer profit, et ce, malgré le niveau de concurrence élevé. En 1988, 19 177 tonnes de carottes, 1 900 tonnes de céleri, 7 245 tonnes de choux et 1 046 tonnes de laitue ont été exportées à destination des États-Unis, ce qui représente respectivement 26 %, 12 %, 11 % et 3 % de la récolte québécoise.

LA PRODUCTION

En 1988, le volume canadien de la production de légumes a été estimé à 1,8 million de tonnes. La production ontarienne est la plus importante avec un volume d'environ 1,2 million de tonnes, suivi du Québec avec un volume de 408 000 tonnes.

Quatre légumes regroupent 54 % de la production totale exprimée en valeur. Il s'agit des carottes (15 %), des choux (12 %), de la laitue (13,7 %) et du maïs sucré (13,9 %).

Un peu plus de 3 000 exploitations agricoles impliquées en horticulture légumière ont engendré des recettes monétaires de 106 millions de dollars en 1988.

LA CONJONCTURE

Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par leur santé et une saine alimentation. À cet égard, les légumes occuperont une bonne part de leur régime alimentaire. En conséquence, la demande pour les légumes continuera à augmenter. Toutefois, l'innocuité des légumes demeure un enjeu majeur de la prochaine décennie. Les maraîchers font face à un défi de taille puisqu'ils doivent produire des aliments sains en réduisant l'utilisation des pesticides, sachant très bien que les méthodes alternatives de protection des cultures sont à être développées.

De plus, le profil des consommateurs évolue rapidement en fonction de leur nouveau mode de vie. Incidemment, le consommateur désire se procurer des produits de qualité, tout en ayant un minimum de temps à consacrer à la préparation des aliments; de plus, le nombre de personnes par ménage est en diminution et les consommateurs consacrent une part de plus en plus grande de leur budget alimentaire, au secteur de la restauration. Conséquemment, les transformateurs devraient s'adapter à ces changements.

SECTEUR: LÉGUMES

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SUPERFICIE RÉCOLTÉE (hectares)					
Asperges	376	370	360	365	1,4
Carottes - fraîches	2 328	2 931	2 995	2 637	-12,0
- de transformation	345	369	353	331	-6,2
Céleri	314	364	366	389	6,3
Choux	1 939	1 959	2 116	2 030	-4,1
Choux-fleur	716	764	725	796	9,8
Concombres - frais	653	627	676	763	12,9
- de transformation	431	652	506	714	41,1
Haricots - frais	601	603	735	732	-0,4
- de transformation	2 476	3 042	3 106	2 813	-9,4
Laitue	1 273	1 352	1 476	1 535	4,0
Maïs - frais	5 147	5 409	5 476	5 811	6,1
- de transformation	3 291	4 369	4 676	4 704	0,6
Oignons secs	925	935	959	1 024	6,8
Piments	450	471	466	471	1,1
Tomates - fraîches	992	1 187	1 252	1 155	-7,7
- de transformation	197	223	281	313	11,4
Total (autres légumes inclus)					
- total frais	17 149	18 422	19 234	20 227	5,2
- total de transformation	9 258	11 799	12 610	12 721	0,9
- total tous légumes	26 347	30 211	31 844	32 948	3,5
PRODUCTION TOTALE COMMERCIALISÉE (tonnes)					
Asperges	496	349	379	550	45,1
Carottes - fraîches (1)	53 958	81 381	71 924	93 000	29,3
- de transformation	11 187	11 935	11 447	11 129	-2,8
Céleri	8 447	10 077	15 319	17 364	13,3
Choux (1)	51 192	58 442	61 975	67 000	8,1
Choux-fleur	8 925	9 020	9 417	11 703	24,3
Concombres - frais	7 690	6 553	7 794	9 614	23,4
- de transformation	8 189	11 843	11 229	12 294	9,5
Haricots - frais	2 073	1 948	2 500	3 222	28,9
- de transformation	13 274	18 462	20 701	21 273	2,8
Laitue	20 867	22 389	32 255	34 132	5,8
Maïs - frais	24 914	25 906	26 682	30 339	13,7
- de transformation	36 171	49 881	50 605	57 795	14,2
Oignons secs (1)	20 190	29 975	23 117	37 000	60,1
Piments	3 461	4 317	5 456	5 996	9,9
Tomates - fraîches	6 691	12 304	14 739	13 719	-6,9
- de transformation	1 793	3 589	4 499	8 482	88,5
Total (autres légumes inclus)					
- total frais	229 384	288 451	299 018	N.D.	-
- total de transformation	80 438	105 645	109 861	125 131	13,9
- total tous légumes	309 822	394 096	408 879	N.D.	-
VALEUR DE LA PRODUCTION ('000 $)					
Asperges	1 186	807	871	1 257	44,3
Carottes - fraîches	13 487	16 744	14 907	N.D.	-
- de transformation	972	1 018	1 096	1 019	-7,0
Céleri	4 849	3 551	4 989	5 399	8,2
Choux	9 710	12 656	13 029	N.D.	-
Choux-fleur	4 438	4 934	5 054	6 035	19,4
Concombres - frais	2 745	2 309	2 967	3 522	18,7
- de transformation	1 693	2 625	1 772	2 706	52,7
Haricots - frais	2 062	1 839	1 994	2 861	43,5
- de transformation	2 762	3 648	4 500	4 956	10,1
Laitue	9 930	11 746	14 677	15 545	5,9
Maïs - frais	9 385	8 164	10 434	11 337	8,7
- de transformation	3 023	4 221	4 422	5 251	18,7
Oignons secs	5 478	7 244	4 369	N.D.	-
Piments	2 040	2 899	3 007	3 421	13,8
Tomates - fraîches	4 645	5 742	7 105	7 666	7,9
- de transformation	233	427	575	978	70,1
Total (autres légumes inclus)					
- total frais	75 169	84 917	90 223	N.D.	-
- total de transformation	12 275	15 303	16 552	20 673	24,9
- total tous légumes	86 714	99 517	106 775	N.D.	-

(1) Production estimée à partir de la production totale récoltée.

Sources: 9, 10, 32.

LES FRUITS

LE MARCHÉ

En 1988, les quatre principales productions fruitières au Québec soit la pomme, la fraise, le bleuet et la framboise, représentaient un marché estimé à 178 000 tonnes dont 116 000 tonnes sont consommées à l'état frais.

La demande totale pour la pomme a atteint 154 000 tonnes dont 98 000 tonnes à l'état frais. Le marché de la pomme est caractérisé par un grand nombre de variétés. Certaines variétés telles la Granny Smith, la Délicieuse rouge et la Délicieuse jaune possèdent une demande en croissance. D'ailleurs, cette caractéristique de la demande constitue la stratégie de développement de certains pays producteurs. En effet, la Nouvelle-Zélande, qui réussit très bien au niveau du commerce international, appuie le développement de son industrie pomicole par la recherche de nouvelles variétés telles la Royal Gala et la Fuji.

En 1988, la demande québécoise totale pour la fraise était estimée à 17 000 tonnes. Au cours des quinze dernières années, ce marché a augmenté de 50 %. Pour les bleuets et les framboises, la demande se situe à 3 100 tonnes et 3 700 tonnes respectivement.

LA PRODUCTION

En 1989, la production québécoise de pomme est estimée à 89 272 tonnes, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à 1988. Pour sa part, la production canadienne se situerait à environ 437 000 tonnes en diminution de 3 % par rapport à 451 000 tonnes produites en 1988. Les Américains ont connu une bonne saison; leur production de pomme est estimée à 4,48 millions de tonnes représentant une augmentation de 8 % par rapport à 1988.

Au cours des trois dernières années, la production provinciale de bleuets a dépassé de beaucoup la consommation. En 1989, la production de bleuets a atteint 7 700 tonnes, soit l'équivalent de la récolte 1988. En général, en 1989, la récolte canadienne, d'environ 26 000 tonnes a été légèrement inférieure à la récolte de 1988. On observe la même chose aux États-Unis concernant la récolte des bleuets sauvages. Pour sa part, en 1989, la récolte américaine de bleuets cultivés, de 67 000 tonnes, a été supérieure à la récolte de 1988.

En 1989, les recettes monétaires attribuables au secteur de la production de fruits s'élevaient à 49 millions de dollars. En 1986, 1 472 exploitations agricoles ont déclaré que la production de fruits était leur principale source de revenu.

Au cours des dernières années, on assiste au développement de la production artisanale de boissons alcoolisées à base de fruits. Actuellement, 30 producteurs agricoles détiennent des permis de fabrication artisanale de vin, de cidre, d'hydromel, de vin à base de petits fruits et de mistelle. En 1989, les 10 producteurs artisans détenant des permis de fabrication de vin, cultivaient 247 000 plants de vignes pour une superficie de 60 hectares. La production artisanale de vin à la ferme a été estimée à 170 000 bouteilles de 750 ml.

LA CONJONCTURE

En 1989, malgré une légère diminution de la production de pommes hâtives, la disponibilité des variétés hâtives est demeurée élevée se situant à 12 078 tonnes. Cette forte proportion de pommes hâtives (13,5%) par rapport à la récolte totale est attribuable, en partie, à la production des nouvelles variétés telles que Vista Bella, Jersey Mac et Paulared. Les variétés Melba et Lobo subissent, en grande partie, l'effet de la diminution des prix provoquée par une surabondance de l'offre.

La qualité et l'innocuité des fruits demeurent un enjeu important. Les exploitants doivent revoir certaines de leurs pratiques culturales afin de répondre aux exigences des consommateurs. L'utilisation de certaines substances chimiques est de plus en plus contestée, citons l'exemple du régulateur de croissance, "ALAR".

Finalement, au cours de l'année 1990, les pomiculteurs canadiens désirent créer une agence nationale de commercialisation de la pomme, afin de mieux ordonner la mise en marché des pommes au Canada.

SECTEUR: FRUITS

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SUPERFICIES RÉCOLTÉES (hectares)					
Fraises	1 984	2 036	1 992	2 054	3,1
Framboises	710	866	874	873	-0,1
PRODUCTION (tonnes)					
Pommes	57 248	76 204	84 464	89 272	5,7
Fraises	8 100	8 840	8 710	9 321	7,0
Framboises	900	1 280	1 308	1 250	-4,4
Bleuets	460	8 980	7 711	6 378	-17,3
VALEUR TOTALE A LA FERME ('000 $)					
Pommes	17 571	17 944	20 900	N.D.	-
Fraises	11 202	12 718	13 639	15 846	16,2
Framboises	3 386	4 082	4 499	4 524	0,6
Bleuets	435	10 586	10 434	8 979	-13,9
PRIX MOYEN A LA FERME ($/tonne)					
Pommes	306,93	253,47	247,44	N.D.	-
Fraises	1 383	1 439	1 566	1 700	8,6
Framboises	3 527	3 189	3 440	3 619	5,2
VENTES DE POMMES					
Au marché:					
- Quantité (tonnes)	26 191	30 482	47 807	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	13 744	14 032	17 340	N.D.	-
Aux conditionneurs:					
- Quantité (tonnes)	31 057	45 722	36 657	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	3 827	3 912	3 560	N.D.	-
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Importations de pommes et pommettes fraîches					
États-Unis					
- Quantité (tonnes)	8 461	10 275	9 483	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	4 258	4 768	5 936	N.D.	-
Chili					
- Quantité (tonnes)	2 569	-	4 994	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	3 226	-	4 355	N.D.	-
Nouvelle-Zélande					
- Quantité (tonnes)	6 669	856	3 534	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	4 480	1 060	3 781	N.D.	-
Argentine					
- Quantité (tonnes)	640	-	112	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	359	-	98	N.D.	-
Total (tous pays)					
- Quantité (tonnes)	31 058	23 086	18 143	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	28 607	17 934	14 180	N.D.	-
Exportations de pommes et pommettes fraîches					
États-Unis					
- Quantité (tonnes)	4 229	2 997	2 194	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	1 847	526	691	N.D.	-
Royaume-Uni					
- Quantité (tonnes)	170	355	113	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	135	294	100	N.D.	-
Total (tous pays)					
- Quantité (tonnes)	4 416	3 370	2 364	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	2 001	838	854	N.D.	-
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)	41 428	45 113	46 223	49 585	7,3

Sources: 9, 11, 75.

LES POMMES DE TERRE

LE MARCHÉ

La Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec réalise la mise en marché de la pomme de terre de table par l'intermédiaire de son agence de vente, Pomexpan Inc.. Depuis 1988, suite à l'acquisition de Les Patates Québécoises Inc. par Pomexpan Inc., la Fédération éprouve des difficultés financières. En raison de la démobilisation des producteurs, les problèmes financiers de Pomexpan Inc. se sont aggravés à tel point qu'en mars 1990, la Banque Nationale mettait Les Patates Québécoises en tutelle.

Lors de sa dernière assemblée générale, en juillet 1990, la Fédération a indiqué que ses priorités pour les prochains mois seront de consolider sa situation financière, de rétablir la confiance et l'équité entre les producteurs de pommes de terre et finalement de travailler à l'application d'agences de vente centralisées pour les secteurs de la table, de la semence, de la transformation et du prépelage.

La commercialisation des pommes de terre de semence est effectuée par Proplant Inc.. À long terme, le Québec et le Canada en général devront surmonter un certain nombre de problèmes phytosanitaires si nous voulons demeurer sur le marché international des tubercules.

En ce qui concerne la commercialisation des pommes de terre destinées à la production de croustilles, les producteurs négocient directement leurs conditions de mise en marché avec les quatre entreprises concernées. Toutefois, la consommation d'aliments à préparation rapide contribue à l'accroissement de la consommation de pommes de terre.

Le Québec exporte de petites quantités de pommes de terre de table et de semence, alors que les importations sont beaucoup plus diversifiées: pommes de terre de table, de semence, congelées, en purée, séchées et en boîte.

LA PRODUCTION

Le Québec se classe au troisième rang des provinces canadiennes, après l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, pour la quantité de pommes de terre commercialisée. En 1988, les 769 producteurs enregistrés à la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec destinaient 63 % de leur production au marché de table, 7 % au prépelage, 23 % à la transformation (principalement la production de croustilles) et finalement 6 % de la production était destinée à la semence.

LA CONJONCTURE

D'une année à l'autre, les prix ont subi de fortes variations, causées principalement par la disponibilité des pommes de terre dans l'Est du Canada et dans le nord-est des États-Unis. Ces prix ont également été influencés par le niveau des stocks au cours d'une même saison de commercialisation.

Le régime de stabilisation des prix sécurise les producteurs face à ces fluctuations du marché. La création de l'Office canadien de commercialisation des pommes de terre, dont les négociations sont en cours depuis plusieurs années, devrait favoriser une meilleure planification de la production au niveau national et ainsi assurer une certaine sécurité aux producteurs.

Au cours des prochaines années, les intervenants du Québec devront mettre l'emphase pour solutionner les problèmes qui affectent la qualité de notre produit pour ainsi le rendre plus attrayant par les consommateurs.

SECTEUR: POMMES DE TERRE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SUPERFICIE					
Superficie cultivée (hectares)					
Québec	17 269	18 008	17 685	17 400	-1,6
Ile-du-Prince-Édouard	25 988	27 114	27 519	27 500	-0,1
Nouveau-Brunswick	19 613	20 437	19 020	19 300	1,5
Canada	111 527	115 578	112 260	112 100	-0,1
PRODUCTION TOTALE (tonnes)					
Québec	368 506	410 010	385 017	360 023	-6,5
Ile-du-Prince-Édouard	801 060	724 492	820 564	817 389	-0,4
Nouveau-Brunswick	517 060	662 394	533 121	520 371	-2,4
Canada	2 761 342	3 032 868	2 778 080	2 754 130	-0,9
RENDEMENT A L'HECTARE (tonnes/hectare)					
Québec	21,3	22,8	21,8	20,7	-5,0
Ile-du-Prince-Édouard	30,8	27,1	30,0	29,7	-1,0
Nouveau-Brunswick	26,5	33,1	29,1	27,0	-7,2
Canada	25,3	26,6	25,0	24,6	-1,6
PRODUCTION COMMERCIALISÉE (tonnes)					
Québec	312 700	355 500	340 700	N.D.	-
UTILISATION (QUEBEC)					
Semence (tonnes)	14 604	14 635	17 374	N.D.	-
Transformation(1)	100 875	101 900	106 177	N.D.	-
Table (tonnes)	219 851	221 788	231 406	N.D.	-
CONSOMMATION TOTALE ('000 tonnes)					
Pommes de terre blanches	732,8	662,3	648,1	N.D.	-
DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE (%)					
Québec	43,8	48,90	52,00	N.D.	-
PRIX MOYEN A LA FERME ($/tonne)					
Québec	163,36	130,51	174,38	N.D.	-
Ile-du-Prince-Édouard	163,14	110,01	190,92	N.D.	-
Nouveau-Brunswick	149,69	102,07	164,46	N.D.	-
Canada	150,79	121,47	171,96	N.D.	-
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)					
Québec	45 146	50 152	49 148	60 999	24,1
Ile-du-Prince-Édouard	57 270	60 801	63 125	119 046	88,6
Nouveau-Brunswick	42 796	52 813	54 000	75 585	40,0
Canada	285 785	344 629	340 452	423 483	24,4
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Importations ('000 $)					
Pommes de terre de consommation	6 035	10 528	5641	N.D.	-
Pommes de terre de semence	11	16	27,6	N.D.	-
Exportations ('000 $)					
Pommes de terre de consommation	641	661	755	N.D.	-
Pommes de terre de semence	18	10	56	N.D.	-
ASSURANCE-STABILISATION (1)					
Superficie totale assurée (hectares)	14 080	10 288	11 382	10 525	-7,5
Compensations totales versées ('000 $)	25 917,5	0,0	9 729,9	0,0	-

(1) Les valeurs correspondent aux années de commercialisation, telles que données par la RAAQ. Par exemple 1986 = 1985-1986.

Sources: 3, 7, 12, 16, 28, 29, 37, 38, 70, 75.

L'ACÉRICULTURE

LE MARCHÉ

Le marché total québécois du sucre est évalué à 266 000 tonnes. Il est intéressant de noter que la consommation totale de sucre est relativement stable, et ce, malgré la diminution des achats de sucre effectués par les ménages. En effet, de 1982 à 1986 la consommation totale est passée de 264 000 à 268 700 tonnes; pourtant durant cette même période, les achats de sucre effectués par les consommateurs ont diminué de 1,66 kg/personne passant de 10,14 à 8,48 kg/personne. Cette tendance nous permet donc de constater que le consommateur québécois modifie son régime alimentaire en procédant à la substitution du sucre raffiné par des produits à base de sucre.

Pour sa part, la consommation québécoise de sirop d'érable fluctue beaucoup. Au cours de la période de 1984 à 1988 la moyenne de consommation a été de 1 500 tonnes, passant de 800 tonnes en 1986 à 2 300 tonnes en 1988. Cette fluctuation de la consommation est directement reliée aux variations de la récolte et des prix. D'ailleurs, les experts en marketing estiment que le consommateur est plus sensible au prix lorsqu'il s'agit d'acheter un produit qu'il ne juge pas essentiel à son équilibre alimentaire, tel le sucre.

En dernier lieu, notons que la consommation québécoise de sirop d'érable ne représente que les 6/10 de 1 % de la consommation totale de sucre.

LA PRODUCTION

En 1989, les recettes monétaires attribuables au secteur de l'acériculture québécoise étaient évaluées à 56,6 millions de dollars soit 1,5 % des recettes monétaires totales.

En 1990, la production s'annonce aussi bonne que l'année dernière. Les spécialistes estiment donc la production 1990 à 14 200 kl.

Selon la fiche d'enregistrement des exploitations agricoles du Ministère, en 1987, 7 643 exploitants ont déclaré avoir des entailles.

LA CONJONCTURE

Pour une troisième année consécutive, la récolte abondante de sirop d'érable place l'industrie acéricole québécoise face à une offre abondante; elle est estimée au Québec à 23 600 kl se répartissant de la façon suivante:

- Inventaires accumulés au Québec: 9 400 kl
- Production du Québec en 1990: 14 200 kl

Au niveau mondial, pour l'année 1990, l'offre est estimée à 28 000 kl soit:

- Disponibilités québécoises: 23 600 kl
- Production des autres provinces: 1 000 kl
- Production américaine 1990: 3 400 kl

Comme le marché mondial de sirop d'érable est évalué 17 900 kl, l'offre est nettement supérieure à la demande. Les producteurs auront donc avantage à continuer leur effort de concertation afin de mieux ordonner la mise en marché.

Les spécialistes estiment que le sirop d'érable peut être considéré comme un produit "haut de gamme", naturel, à saveur unique et recherchée. Il y aurait donc lieu de promouvoir davantage cette image "naturelle". Toutefois, les efforts de développement de marché doivent être appuyés par des approvisionnements réguliers de sirop d'érable, disent les spécialistes, et ce, malgré une production qui a été, à date, cyclique, accusant des écarts parfois considérables d'une année à l'autre.

SECTEUR: ACÉRICULTURE

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
Nombre d'entailles ('000)	14 996	15 297	16 689	16 496	-1,2
PRODUCTION					
Sirop d'érable (kl)	9 010	7 787	12 898	13 493	4,6
Sucre d'érable fait à la ferme ('000 kg)	95	101	191	265	38,7
Tire d'érable fait à la ferme ('000 kg)	106	71	116	158	36,2
Beurre d'érable fait à la ferme ('000 kg)	70	45	76	98	28,9
Production totale (équivalent sirop) (kl)	9 275	8 000	13 274	14 005	5,5
Rendement à l'entaille (litre/entaille)	0,62	0,52	0,84	N.D.	-
VALEUR A LA FERME ('000 $)					
Sirop d'érable	55 906	50 516	83 596	N.D.	-
Sucre d'érable fait à la ferme	786	1 130	2 081	2 563	23,2
Tire d'érable fait à la ferme	803	689	1 254	1 537	22,6
Beurre d'érable fait à la ferme	599	506	879	1 038	18,1
Consommation à la ferme	1 840	2 177	3 315	2 821	-14,9
Valeur totale à la ferme	58 094	52 841	87 810	N.D.	-
ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION (kl)					
Vente directe à la ferme	2 040	1 704	2 397	3 030	26,4
Vente en vrac:					
- Classifié	6 915	6 026	10 514	9 119	-13,3
- Non-classifié	-	-	878	1 494	70,2
Consommation à la ferme	320	270	363	362	-0,3
EXPORTATIONS (autres provinces incluses)					
Sirop d'érable					
Allemagne de l'Ouest					
- Quantité (kl)	559,0	359,5	225,4	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	4 438,0	3 118,0	1 350,0	N.D.	-
États-Unis					
- Quantité (kl)	5 485,0	4 640,0	3 595,1	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	42 132,0	34 746,0	22 153,0	N.D.	-
Japon					
- Quantité (kl)	155,9	132,0	121,2	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	1 198,0	1 074,0	842,0	N.D.	-
Sucre d'érable					
États-Unis					
- Quantité (tonnes)	22,2	38,0	551,0	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	211,0	253,0	2 509,0	N.D.	-
Suède					
- Quantité (tonnes)	138,5	89,0	71,0	N.D.	-
- Valeur ('000 $)	874,0	812,0	575,0	N.D.	-
Suisse					
- Quantité (tonnes)	-	-	64,0		-
- Valeur ('000 $)	-	-	276,0		-
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS (toutes destinations)	55 309	44 744	41 888	30 536	-27,1

Sources: 9, 15, 20, 55.

L'HORTICULTURE ORNEMENTALE

LE MARCHÉ

Selon la Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale (FIHOQ), l'industrie de l'horticulture ornementale dans son ensemble évoluerait au rythme d'environ 12 % par année depuis 1983.

Les données de l'étude économique, réalisée par le MAPAQ en 1983, sont les seules présentement disponibles. Ainsi, en 1983-1984, la valeur totale de la production québécoise des produits de l'horticulture ornementale (pépinière, serre et gazonnière) atteignait 209,0 millions de dollars alors que la valeur à la consommation des produits et services était de 420,0 millions de dollars. Le degré d'autosuffisance s'élevait à 53,8 %. Actuellement, la FIHOQ estime que la valeur à la consommation des produits et services de l'horticulture ornementale serait de 650 millions de dollars et que le degré d'autosuffisance serait demeuré le même. Des experts évaluent à 200 millions de dollars le marché des produits de pépinières vendus au gros.

Selon les experts, le marché québécois des produits de pépinières augmenteraient au rythme de 10 % par année. De plus, 75 % du marché de gros du Québec dans les produits de pépinières serait occupé par l'Ontario, la Colombie-Britannique, les États-Unis et l'Europe.

Quant aux gazonnières et aux autres produits horticoles ornementaux, ils couvriraient respectivement 100 % et 50 % du marché québécois.

LA PRODUCTION

En 1988, le Québec comptait 75 entreprises oeuvrant dans le secteur des pépinières et des gazonnières pour une superficie de 8 836 hectares. Cette production engendrait quelque 207 emplois-année et 1 078 emplois-temps partiel pour une masse salariale de 10,2 millions de dollars (Statistique Canada).

Toutefois, on évalue qu'il y a près de 125 pépinières au Québec, dont une dizaine représente 80 % de la production québécoise.

LA CONJONCTURE

L'industrie de l'horticulture ornementale est relativement jeune au Québec mais elle évolue rapidement depuis quinze ans. Les gens ont pris conscience de la qualité de l'environnement et de l'importance des plantes dans un milieu de vie. L'industrie québécoise a donc été quelque peu bousculée par cette évolution et doit s'ajuster aux exigences reliées à cette croissance.

Ainsi, pour satisfaire la demande toujours croissante des consommateurs québécois, le Québec devra développer son industrie pour être en mesure de compétitionner les produits de ses concurrents.

C'est dans ce contexte, que les intervenants de l'industrie ont fondé, le 14 novembre 1989, l'Institut québécois du développement de l'horticulture ornementale (I.Q.D.H.O.). Cette corporation sans but lucratif possède trois grands objectifs soit:

- Contribuer au développement de l'industrie de l'horticulture ornementale;
- Assurer un encadrement technico-économique;
- Favoriser la recherche.

En 1990, on assiste donc à une nouvelle dynamique dans la mise en marché des produits ornementaux au Québec. Les organisations telles l'institut, la FIHOQ, HORTISER et le MAPAQ unissent leurs efforts afin d'identifier et d'obtenir des nouveaux marchés. Ce travail conjoint favorisera la progression du secteur ornemental.

SECTEUR: PÉPINIERES ET GAZONNIERES

STATISTIQUES	1985	1986	1987	1988	1988/1987 - % -
NOMBRE D'EXPLOITATIONS					
Québec	144	87	78	75	-3,8
Ontario	233	140	139	143	2,9
Canada	624	368	342	364	6,4
SUPERFICIE (hectares)					
Québec	6 709	6 783	8 251	8 836	7,1
Ontario	13 417	15 439	18 252	20 118	10,2
Canada	28 882	30 548	34 452	38 777	12,6
VALEUR DES VENTES					
Pépinières ('000 $)					
Plants vendus au détail	7 887,7	9 546,4	8 146,4	7 599,3	-6,7
Plants fruitiers vendus aux producteurs de fruits	1 989,5	1 279,0	1 253,4	N.D.	-
Plants vendus aux entrepreneurs paysagistes	2 442,8	3 185,5	2 041,0	2 783,3	36,4
Plants vendus aux centres jardins	4 406,6	5 242,7	4 091,0	4 784,4	16,9
Plants vendus aux gros détaillants	733,9	740,9	1 346,0	N.D.	-
Plants vendus à d'autres pépinières	707,2	704,7	2 442,3	4 214,2	72,6
Ventes totales	18 167,7	20 669,2	19 320,0	20 318,5	5,2
Gazonnières					
Ventes ('000 $)	12 251,3	14 008,0	15 380,9	23 048,3	49,9
Superficie cultivée et vendue (hectares)	1 908	2 045	2 914	3 135	7,6
MAIN-D'OEUVRE					
Nombre de salariés à temps plein					
Québec	654	386	201	270	34,3
Ontario	1 466	1 115	1 362	1 717	26,1
Canada	2 875	2 105	2 228	2 894	29,9
Nombre de salariés à temps partiel					
Québec	856	1 294	1 006	1 078	7,2
Ontario	2 373	2 843	3 053	3 272	7,2
Canada	5 069	5 843	5 768	6 701	16,2
Rémunération annuelle brute ('000 $)					
Québec	8 697,4	8 058,1	7 425,5	10 214,1	37,6
Ontario	30 045,0	32 626,2	39 279,0	47 785,8	21,7
Canada	56 190,5	57 465,3	67 578,7	82 741,1	22,4

Source: 53.

LES CULTURES EN SERRE ET LES CHAMPIGNONS

LE MARCHÉ

Le marché québécois des légumes produits en serre est caractérisé par une grande concurrence entre les fournisseurs québécois, canadiens et américains. Ainsi, au printemps 1990, la surabondance de l'offre en tomate de serre a entraîné une diminution des prix à un niveau nettement inférieur au coût de production.

Pour sa part, la demande pour les végétaux d'ornement produits en serre est bonne et soutenue; c'est un marché en croissance. Les ventes effectuées directement au public représentaient plus de 45 % du total et celles aux grossistes canadiens suivent avec 21 %. L'offre québécoise en fleurs annuelles répondrait à 100 % de la demande et à 30 % en plantes vertes (inventaire des bureaux locaux et régionaux du MAPAQ, 1988).

En 1988, la consommation totale de champignons frais et en conserve (F&C) était de 17 400 tonnes. Depuis 1973, la consommation totale de champignons (F&C) a donc augmenté de 6 700 tonnes puisqu'elle était de 10 700 tonnes. Au cours de cette période de 15 ans, la consommation totale de champignons à l'état frais a accaparé la plus grande part de la croissance du marché, passant de 4 500 tonnes à 11 800 tonnes de 1973 à 1988. Effectivement, en 1973, la consommation de champignons frais représentait 42 % de la consommation totale de champignons (F&C) tandis qu'elle est de 68 % en 1988. D'ailleurs, cette caractéristique s'est accentuée depuis 1985, année où la consommation totale de champignons en conserve a atteint un sommet de 8 900 tonnes pour diminuer à 5 600 tonnes en 1988. Enfin, la consommation de champignons frais est passée de 9 300 tonnes à 11 800 tonnes de 1985 à 1988 respectivement.

LA PRODUCTION

L'industrie des cultures légumières et florales comptait, en 1988, quelque 286 entreprises, et ce, pour une superficie sous serre de 766 000 mètres carrés (Statistique Canada). Selon les experts, ces données ne reflèteraient pas vraiment la réalité de ce secteur. L'inventaire réalisé par le MAPAQ en 1988 nous indique qu'il existait entre 1 000 et 1 200 entreprises dans le secteur au Québec dont plus de la moitié était située dans la région de Montréal. De plus, il indiquait que plus de 50 % des entreprises s'adonnaient aux productions ornementales (surtout les fleurs annuelles) et 33 % aux productions légumières (surtout les tomates).

En 1989, la production québécoise de champignons évaluée à 2 267 tonnes représentait 4 % de la production canadienne (52 200 tonnes). En 1987, il y avait 25 entreprises qui déclaraient produire des champignons pour une superficie de 23 800 mètres carrés. Les régions du Nord de Montréal, St-Hyacinthe et Québec possédaient 81 % des superficies, soit 19 300 mètres carrés, exploitées par 15 entreprises. La région de St-Hyacinthe, à elle seule, comptait pour 50 % des superficies du Québec, réparties entre trois entreprises. Deux facteurs limitent le développement de cette culture spécialisée. Elle exige une main-d'oeuvre qualifiée et abondante ainsi que la maîtrise du procédé de compostage.

LA CONJONCTURE

En 1989, la superficie de tomates cultivées en serre au Québec a augmenté d'environ 5 hectares; ce qui a contribué à augmenter l'offre de tomates, malgré la production restreinte des nouveaux projets en phase de départ. Par conséquent, en 1990-1991, le volume de production de tomates de serre s'accroîtra puisque d'une part les rendements des projets s'amélioreront et que d'autre part au moins 5 hectares additionnels seront en production.

C'est dans ce contexte que les serriculteurs ont créé l'Agence centrale de commercialisation des fruits et légumes de serre du Québec Inc. (A.C.C.), afin de favoriser la mise en marché ordonnée des produits de serre. Également, dans le domaine des plantes ornementales en serre, les producteurs ont créé une agence de commercialisation en commun, du nom de "Hortiser". Ce regroupement favorisera un écoulement régulier de la production sur une base annuelle et une plus grande diversité des produits offerts.

Le développement de la production québécoise de champignons devrait être assuré par des entreprises de type familial. Plusieurs de ces entreprises utiliseront les services de centre de compostage. Toutefois, un tel type de développement aurait avantage à être appuyé par un regroupement de l'offre, afin d'assurer un volume régulier aux grossistes.

SECTEUR: LES CULTURES EN SERRE ET LES CHAMPIGNONS

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SERRES					
NOMBRE D'EXPLOITATIONS					
Total	504	300	272	286	5,1
Types de serre					
- Verre	101	46	37	44	18,9
- Plastique	473	293	270	284	5,2
SUPERFICIE (mètres carrés)					
Total	673 415	656 616	733 490	766 019	4,4
Superficie sous verre	68 261	40 079	41 588	39 911	-4,0
Superficie sous plastique	605 154	616 538	691 902	726 108	4,9
LÉGUMES DE SERRE (1)					
Production					
- Tomates (kg)	1 250 572	1 110 874	1 721 999	1 540 708	-10,5
- Concombres (douzaines)	167 992	160 269	198 344	197 229	-0,6
Valeur à la ferme ('000 $)					
- Tomates	2 694,5	2 705,5	4 163,3	3 602,7	-13,5
- Concombres	902,4	973,3	1 428,0	1 361,8	-4,6
- Autres légumes	305,0	534,3	167,2	111,9	-33,1
- Total	3 901,9	4 213,1	5 758,5	5 076,4	-11,8
FLEURS D'ORNEMENT ET PLANTS					
Valeur des ventes ('000 $)					
- A des fleuristes détaillants	8 728,3	7 008,3	7 481,2	7 655,5	2,3
- A des grossistes canadiens	5 393,5	6 699,6	10 439,2	9 755,2	-6,6
- A des magasins à succursales	3 767,6	4 798,1	3 149,8	3 861,1	22,6
- A d'autres serres	1 565,4	1 207,1	2 365,4	2 189,3	-7,4
- Faites directement au public	16 533,9	13 274,0	12 915,1	20 127,9	55,8
- Exportations	98,3	638,2	508,7	1 196,2	135,1
- Ventes totales	36 087,0	33 625,3	36 859,3	44 785,2	21,5
MAIN-D'OEUVRE					
Nombre total d'employés	1 817	1 618	1 742	1 787	2,6
Rémunération totale annuelle brute ('000 $)	9 664,7	8 949,3	9 963,5	11 623,4	16,7
CHAMPIGNONS (QUÉBEC ET MARITIMES)					
SUPERFICIE ('000 mètres carrés)					
Cultivée	30,2	27,5	24,0	26,4	10,0
Récoltée	140	131	123	133	8,1
VOLUME DES VENTES ('000 kilogrammes)					
Champignons frais	2 077	1 165	2 712	2 267	-16,4
VALEUR DES VENTES ('000 $)					
Champignons frais	8 017	3 783	9 267	8 282	-10,6
MAIN-D'OEUVRE					
Nombre total d'employés	281	252	262	266	1,5
Rémunération totale annuelle brute ('000 $)	3 974	2 066	4 172	4 406	5,6

(1) Note: Il est généralement reconnu par les intervenants de l'industrie que les données concernant les volumes de production seraient sous-estimés par Statistique Canada. Ainsi, selon des enquêtes internes du Ministère, les données pour 1989 seraient les suivantes:

	1989		
	Superficie mètres carrés	Production '000	Marché '000
Tomates	550 000	9 000 kg	18 000 kg
Concombres	180 000	423 dz	1 100 dz
Laitue	70 000	1 600 kg	N.D.

Sources: 34, 36, 64, 68.

LES CÉRÉALES

LE MARCHÉ

Le marché québécois des céréales représente un volume de 4,4 millions de tonnes, constitué approximativement de 875 000 tonnes pour l'alimentation humaine (minoteries, brasseries, distilleries) et de 3,5 millions de tonnes pour l'alimentation animale.

La production québécoise est de 2,6 millions de tonnes; la demande globale n'est satisfaite qu'à 59 %, faisant du Québec un importateur net de céréales. Avec une production de blé d'alimentation humaine estimée à 73 000 tonnes (1989), le Québec doit importer une part importante de ses besoins en céréales destinées à la consommation humaine. Toutefois, les besoins de la consommation animale sont satisfaits à 72 % par la production céréalière québécoise.

Au niveau canadien, l'industrie céréalière est largement tributaire de l'exportation puisque 50 % de la production est écoulée à l'extérieur du Canada (75 % dans le blé).

LA PRODUCTION

En 1989, la production canadienne est estimée à 53,0 millions de tonnes, en hausse de 26 % par rapport à 1988, année qui fut marquée par une importante sécheresse. En terme de volume, 78 % de la production de céréales et d'oléagineux est concentrée dans l'Ouest, 16 % en Ontario et 5 % au Québec.

Au Québec, quelque 630 000 hectares sont consacrés à la culture des céréales et d'oléagineux. La production québécoise a atteint, en 1989, 2,6 millions de tonnes. Le maïs-grain est la principale culture avec 1,6 million de tonnes, suivi de l'orge avec 485 000 tonnes. En réponse aux efforts investis, la culture du soya se développe rapidement et la production a atteint 43 000 tonnes en 1989, soit quatre fois plus qu'en 1986.

La valeur à la ferme de la production québécoise est estimée pour 1988 à environ 395 millions de dollars. Les recettes monétaires, qui représentent la partie commercialisée de la production, se chiffrent à 217 millions de dollars pour la même année. On estime qu'environ 60 % de la production est commercialisée.

Quelque 24 000 exploitations agricoles pratiquent la culture des céréales et oléagineux (données de 1987). De ce total, il y a environ 4 000 exploitations spécialisées en céréales (principale source de revenu).

LA CONJONCTURE

Les dernières années ont été marquées par le bas niveau des prix des céréales en raison d'une surcapacité de production à l'échelle mondiale et de la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne. Après avoir connu un raffermissement en 1988-89, en raison de la sécheresse, les prix nord-américains du maïs et de l'orge devraient fléchir de nouveau au cours de la campagne 1989-90 sous le poids d'une production plus volumineuse, alors que les prix du blé poursuivaient leur raffermissement. Pour la campagne 1990-91, on s'attend cependant à un nouveau fléchissement des prix mondiaux du blé en raison d'une reconstitution des stocks. Le marché nord-américain des céréales secondaires pourrait quant à lui connaître une augmentation des prix pour la présente campagne, compte tenu d'une réduction de l'offre.

Soulignons que dans le cadre du processus actuel de révision des politiques agricoles canadiennes, le Québec, en collaboration avec le gouvernement fédéral et les autres provinces, est à mettre sur pied une proposition pour un nouveau programme de protection des revenus à l'intention des producteurs de céréales et d'oléagineux.

SECTEUR: CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SUPERFICIE ('000 hectares)					
Maïs-grain	234,4	228,0	240,0	253,0	5,4
Blé	53,6	65,0	66,8	54,8	-18,0
Orge	172,0	174,0	170,0	162,0	-4,7
Avoine	101,0	103,0	135,0	140,0	3,7
Soya	4,4	8,0	15,0	17,5	16,7
Total (céréales et oléagineux)	595,9	606,0	654,8	655,3	0,1
PRODUCTION ('000 tonnes)					
Maïs-grain					
Québec	1 130,0	1 410,0	1 500,0	1 570,0	4,7
Canada	5 911,5	7 014,8	5 369,2	5 806,4	8,1
Blé					
Québec	166,0	183,0	175,5	159,0	-9,4
Canada	31 377,9	25 950,2	15 994,9	23 997,7	50,0
Orge					
Québec	515,0	457,0	460,0	485,0	5,4
Canada	14 568,6	13 957,1	10 212,0	12 079,4	18,3
Avoine					
Québec	224,0	232,0	284,0	295,0	3,9
Canada	3 251,1	2 995,2	2 993,0	3 660,2	22,3
Soya					
Québec	10,0	17,8	34,4	43,0	25,0
Canada	960,0	1 266,5	1 152,6	1 160,2	0,7
Total (autres grains inclus)					
Québec	2 128,0	2 374,8	2 528,9	2 627,0	3,9
Canada	62 574,5	57 339,1	41 536,4	N.D.	-
VALEUR DE LA PRODUCTION ('000 $)					
Maïs-grain	122 227	166 493	229 080	N.D.	-
Céréales à paille	104 967	110 560	155 547	N.D.	-
Soya	2 270	4 660	10 734	N.D.	-
Total (autres grains inclus)	229 464	281 713	395 361	N.D.	-
PRIX ($/tonne - base Montréal)					
Maïs-grain	123,60	124,34	168,23	136,00	-19,2
Blé	124,10	133,20	180,34	170,00	-5,7
Orge	114,67	108,92	149,14	132,00	-11,5
Avoine	125,94	147,10	193,88	120,00	-38,1
Soya (Chatham, Ontario)	232,00	276,00	316,00	N.D.	-
ASSURANCE-STABILISATION DU QUÉBEC (1): compensations versées ('000 $)					
Maïs-grain	57 531	42 136	31 211	78 881	-
Céréales à paille	46 930	25 680	23 140	45 020	-
Total	104 461	67 816	54 351	123 901	-
DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE (prod./utilisation) (%)					
Maïs-grain	64	76	81	N.D.	-
Blé	43	40	45	N.D.	-
Orge	72	67	64	N.D.	-
Total (céréales fourragères)	64	72	74	N.D.	-
ÉCHANGES COMMERCIAUX ('000 tonnes)					
Importations (internationales et interprovinciales)					
Québec					
Maïs-grain	649,1	439,4	N.D.	N.D.	-
Blé	224,4	272,1	N.D.	N.D.	-
Orge	196,8	224,4	N.D.	N.D.	-
Total (céréales fourragères)	1 197,5	965,4	N.D.	N.D.	-
Exportations					
Canada					
Maïs-grain	143	409	50	201	302,0
Blé	20 782	23 519	12 300	11 212	-8,8
Orge	6 718	4 594	2 750	3 885	41,3
Total (céréales et oléagineux)	31 064	31 589	18 505	N.D.	-

(1) Les valeurs correspondent aux années de commercialisation, telles que données par la RAAQ. Par exemple 1986 = 1985-1986.

Sources: 2, 12, 16, 47, 48, 75.

LE TABAC

LE MARCHÉ

Le secteur du tabac est segmenté en trois principaux marchés: le tabac jaune, le tabac à cigare et le tabac à pipe.

La consommation de cigarettes a connu une diminution importante depuis quelques années. En effet, de 1981 à 1989, la consommation canadienne est passée de 66,5 milliards à 47,4 milliards de cigarettes, soit une diminution de près de 30 %. La consommation québécoise a suivi la même tendance. En 1981, elle était estimée à 18,8 milliards de cigarettes et en 1989, elle était de 12,3 milliards, une diminution de 35 %.

LA PRODUCTION

La décroissance de la demande se répercute directement sur la production. En 1984, les fabricants québécois ont avisé les producteurs qu'ils n'achèteraient que 6 800 tonnes de tabac jaune. En 1990, le contingent de tabac jaune est de 4 927 tonnes, composé d'un contingent de base de 4 482 tonnes auquel s'ajoute une réserve de 445 tonnes.

LA CONJONCTURE

À l'été 1987, le gouvernement fédéral a mis en place un plan de diversification de l'industrie du tabac constitué de deux programmes. De ce plan, le programme d'aide au recyclage des exploitations de tabac a été fortement utilisé par les producteurs. En conséquence, le gouvernement fédéral annonçait, en octobre 1989, le maintien de ce programme, en ajoutant 2,5 millions de dollars pour les agriculteurs qui désirent abandonner la production tabacole.

Depuis son entrée en vigueur, 39 entreprises produisant du tabac jaune et 76 exploitations produisant du tabac à pipe et à cigare ont participé au programme. En 1986, il y avait 124 entreprises produisant du tabac jaune et 127 exploitations produisant du tabac à pipe et à cigare.

SECTEUR: TABAC

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
NOMBRE D'EXPLOITATIONS					
Tabac jaune	124	112	109	96	-11,9
Tabac à cigare	124	83	53	29	-45,3
Tabac à pipe	3	3	3	2	-33,3
SUPERFICIE TOTALE (hectares)					
Tabac jaune	3 111	2 747	2 599	2 368	-8,9
Tabac à cigare	155,5	118,5	83,2	56,1	-32,6
Tabac à pipe	4,1	5,1	4,9	2,8	-42,9
PRODUCTION (tonnes)					
Tabac jaune	4 578	5 602	4 986	5 295	6,2
Tabac à cigare	244,0	226,0	158,0	109,0	-31,0
Tabac à pipe	6,5	7,2	6,1	4,5	-26,2
RENDEMENT MOYEN (kg/hectare)					
Tabac jaune	1 446	2 137	N.D.	N.D.	-
Tabac à cigare	1 939	1 913	N.D.	N.D.	-
Tabac à pipe	1 577	1 410	N.D.	N.D.	-
PRIX MOYEN OBTENU ($/kg)					
Tabac jaune	4,05	4,21	4,30	4,50	4,7
Tabac à cigare	2,36	2,79	3,60	3,75	4,2
Tabac à pipe	3,14	3,21	3,52	4,33	23,0
PRODUITS DU TABAC (CANADA)					
Cigarettes ('000 000)	55 632,6	54 002,8	53 858,0	50 344,2	-6,5
Cigares ('000 000)	283,0	277,6	218,6	231,1	5,7
Tabac fabriqué (tonnes)					
Haché fin	7 858,1	7 895,0	9 016,2	7 965,1	-11,7
Pour la pipe	37,7	49,7	25,6	18,5	-27,7
CONSOMMATION DE CIGARETTES ('000 000)					
Québec	14 164,7	13 531,4	13 347,2	12 300,0	-7,8
Canada	55 437,0	52 613,1	51 053,3	47 400,0	-7,2
VALEUR DES LIVRAISONS ('000 $)					
Québec	826 900	1 032 400	1 034 500	1 122 500	8,5
Ontario	796 300	849 200	864 300	867 400	0,4
Canada	1 623 200	1 881 600	1 898 900	1 989 900	4,8
RECETTES MONÉTAIRES ('000 $)					
Québec	18 833	23 261	19 799	23 847	20,4
Ontario	420 563	219 014	178 321	260 037	45,8
Canada	452 487	256 775	212 933	297 367	39,7

Sources: 22, 23, 41, 42, 70, 75, 80.

LES PLANTES FOURRAGÈRES

LE MARCHÉ

La valorisation de quelque 7 millions de tonnes de fourrage récoltées par les producteurs du Québec prend forme surtout lorsque cette denrée est utilisée et transformée par les cheptels laitier et de boucherie.

Toutefois, le Québec vient au premier rang des provinces exportatrices de foin avec un total de 29 858 tonnes en 1987, soit près de 55 % des exportations canadiennes. La très grande majorité de ces exportations sont allées aux États-Unis, notamment dans des états de la Nouvelle-Angleterre, New Jersey, New York et Pennsylvanie; le Québec exporte également une petite quantité de foin vers le Japon ainsi qu'au Royaume-Uni. La valeur de ces exportations de foin s'établissait à 3,4 millions de dollars en 1987 pour un prix moyen de 112 $/tonne exportée.

Bien que n'étant pas encore très développée au Québec, l'industrie de la déshydratation de la luzerne a exporté 485 tonnes de ce produit en 1987 soit environ 0,2 % des exportations canadiennes, un marché dominé surtout par les provinces de l'ouest.

LA PRODUCTION

En 1989, la production de foin cultivé au Québec était de 6,23 millions de tonnes soit approximativement 20 % de la production canadienne, une production qui est comparable à celle de l'année précédente. À un prix moyen de 90 $/tonne, la valeur de la production québécoise atteindrait 560 millions de dollars, soit près de 563 $/hectare en production. Concernant le maïs fourrager, qui est cultivé surtout dans l'est du Canada, la production québécoise a été de 1,72 million de tonnes, une baisse de production de 11,34 % en comparaison avec celle de 1988.

Les cultures de foin et de maïs fourrager représentaient en superficie au Québec de loin les plus importantes productions végétales puisqu'elles ont été cultivées sur environ 1,048 million d'hectares en 1989 soit près de 45 % des terres améliorées.

Le rendement saisonnier de foin cultivé n'a varié que très peu depuis les quatre dernières années, s'établissant à 6,29 tonnes/hectare en 1989. Toutefois, le rendement du maïs fourrager a été de 30,2 tonnes/hectare, une diminution de 12 % par rapport au rendement moyen obtenu en 1988.

LA CONJONCTURE

La production des plantes fourragères est intimement liée aux productions laitière et bovine. Toutefois, un intérêt de plus en plus marqué est à souligner au Québec pour la commercialisation du foin sec et du fourrage transformé qui comprend, entre autres, la luzerne déshydratée.

Les effets bénéfiques de l'utilisation des plantes fourragères pour le maintien et l'amélioration de la fertilité des sols et la conservation des ressources naturelles dictent leur incorporation dans les rotations, un principe qui sera de plus en plus retenu par les producteurs céréaliers, de maïs et des autres cultures commerciales annuelles.

Le Conseil québécois des plantes fourragères dont le conseil d'administration est composé de repésentants des producteurs, des maisons d'enseignement et des secteurs public et privé, a été formé en 1987 et poursuit ses activités afin de voir à la promotion et à l'expansion de la production, de l'utilisation et de la commercialisation des plantes fourragères au Québec.

SECTEUR: PLANTES FOURRAGERES

STATISTIQUES	1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
SUPERFICIE ('000 hectares)					
Foin cultivé	974,7	986,0	986,0	991,0	0,5
Maïs fourrager	61,2	58,0	57,0	57,0	0,0
PRODUCTION ('000 tonnes)					
Foin cultivé					
Québec	6 100	6 500	6 160	6 230	1,1
Ontario	7 624	7 711	6 620	7 348	11,0
Canada	30 204	30 840	29 025	30 836	6,2
Maïs fourrager					
Québec	1 800	2 000	1 940	1 720	-11,3
Ontario	5 444	5 806	4 082	4 445	8,9
Canada	8 357	8 691	6 993	7 222	3,3
RENDEMENT (tonnes/hectare)					
Foin cultivé					
Québec	6,3	6,6	6,3	6,3	0,6
Ontario	7,5	7,5	6,4	7,1	10,6
Canada	5,6	5,4	4,9	5,2	6,5
Maïs fourrager					
Québec	29,4	34,5	34,0	30,2	-11,2
Ontario	28,7	35,8	26,5	29,2	10,2
Canada	28,9	34,7	29,0	30,1	3,8
PRIX MOYEN A LA FERME ($/tonne)					
Foin cultivé	64,09	75,74	96,51	N.D.	-
VALEUR DE LA PRODUCTION ('000 $)					
Foin cultivé	390 949	492 310	594 501	N.D.	-
ÉCHANGES COMMERCIAUX					
Exportation de foin					
Québec (tonnes)	37 455	29 858	N.D.	N.D.	-
('000 $)	3 977	3 355	N.D.	N.D.	-
Canada (tonnes)	79 005	55 076	N.D.	N.D.	-
('000 $)	10 141	6 690	N.D.	N.D.	-
UTILISATION DE SEMENCES FOURRAGERES ('000 kilogrammes)					
Légumineuses	936	1 485	1 409	1 728	22,6
Graminées	939	1 494	1 072	1 476	37,7
Total	1 875	2 979	2 481	3 204	29,1

Sources: 12, 37, 54, 84.

CHAPITRE 4
LES PÊCHES

LES PÊCHES

LE MARCHÉ

Ayant connu un certain redressement au cours de 1989, le marché du poisson de fond a continué de s'améliorer au cours du premier semestre de 1990. Parmi les principaux produits vendus sur le marché de Boston, notons le bloc de morue dont le prix s'est accru de 23 % s'établissant à 2,00 $US la livre à la mi-juin en regard de 1,75 $US la livre au début de janvier. Le filet en format de 5 livres a vu son prix augmenter de 20 % au cours de cette période pour atteindre 2,10 $US la livre. Ces augmentations s'expliquent principalement par la faiblesse des approvisionnements, à la suite des coupures de contingents dans les principaux pays producteurs.

Du côté des mollusques et crustacés, la situation est plus confuse, plus mouvante. Les prises élevées de homard sur la côte Atlantique, au cours de 1989, ont entraîné une diminution des prix, cette tendance s'est poursuivie ce printemps, la pêche d'hiver laissant entrevoir une autre année d'abondance. La sanction de la loi américaine prohibant l'importation de petits homards vivants vint précipiter les événements et provoquer la chute des prix. Le prix au débarquement fut coupé de la moitié et on a relevé des promotions incroyables à Montréal où l'on offrait au consommateur 20 petits homards du Nouveau-Brunswick pour 30 dollars et 7 homards des Îles-de-la-Madeleine pour 20 dollars.

Le marché du crabe des neiges s'est légèrement raffermi depuis le début de l'année, la chair congelée, en format de 5 livres, passait de 6,30 $US la livre à 6,48 $US la livre à la mi-juin (elle était à 5,88 $US la livre à la mi-juin 1989); le contingent fixé à 7 000 tonnes pour la pêche semi-hauturière du golfe du Saint-Laurent pour cette année, vint limiter l'offre. De son côté, le marché de la crevette demeure difficile face à la concurrence des crevettes d'élevage en provenance d'Asie.

LA PRODUCTION

Il est trop tôt pour parler de production, la saison de pêche débutant à peine, selon les espèces et les régions. Toutefois, rappelons que globalement les divers contingents de poisson de fond accessibles aux pêcheurs québécois sont sensiblement les mêmes qu'en 1989 sauf pour la morue de la partie nord du Golfe, mais l'impact, dans ce cas, pour les pêcheurs québécois serait mitigé. Dans le cas du crabe semi-hauturier, la pêche s'est terminée le 8 juin; compte tenu que la proportion de crabe à carapace molle avait atteint 20 %, le contingent serait atteint à plus de 99 %, selon les données provisoires.

LA CONJONCTURE

Le marché du poisson de fond devrait demeurer ferme à la condition que les prix des produits de remplacement, notamment le filet de morue et le bloc de goberge en provenance d'Alaska ne fléchissent pas trop. Le cas du homard dépendra de la capacité de l'industrie à trouver de nouveaux débouchés pour le petit homard qui n'a plus droit d'entrer aux États-Unis et de la sensibilité des consommateurs aux campagnes promotionnelles. La reprise du crabe devrait se maintenir, la demande japonaise se redressant. Quant au marché de la crevette, rien ne laisse prévoir de mouvement majeur.

SECTEUR: PECHES

STATISTIQUES		1986	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
Nombre de pêcheurs commerciaux						
Québec		6 329	6 815	6548	5995	-8,4
Côte Atlantique		60 509	64 464	N.D.	N.D.	-
NOMBRE DE BATEAUX						
Moins de 10,6 mètres	Québec	2 197	2 249	2202	2031	-7,8
	Côte Atlantique	21 335	22 194	N.D.	N.D.	-
De 10,6 à 13,6 mètres	Québec	376	380	386	378	-2,1
	Côte Atlantique	6 129	6 285	N.D.	N.D.	-
De 13,6 à 19,8 mètres	Québec	214	214	226	215	-4,9
	Côte Atlantique	1 143	1 135	N.D.	N.D.	-
Plus de 19,8 mètres	Québec	27	28	32	27	-15,6
	Côte Atlantique	338	322	N.D.	N.D.	-
VOLUME DES DÉBARQUEMENTS (tonnes)						
Poissons de fond	Québec	55 865	63 756	55 724	51 269	-8,0
	Côte Atlantique	775 438	766 325	734 025	678 778	-7,5
Pélagiques	Québec	7 625	9 039	9 707	7 666	-21,0
	Côte Atlantique	293 789	319 441	393 207	346 014	-12,0
Mollusques et crustacés	Québec	26 445	24 365	22 761	22 494	-1,2
	Côte Atlantique	165 524	179 164	199 596	214 370	7,4
Autres espèces	Québec	35	115	39	36	-7,7
	Côte Atlantique	12 797	115	39 870	28 853	-27,6
VALEUR DES DÉBARQUEMENTS ('000 $)						
Poissons de fond	Québec	28 082	47 068	26 908	26 593	-1,2
	Côte Atlantique	368 162	514 232	372 513	355 785	-4,5
Pélagiques	Québec	4 222	5 006	4 939	4 012	-18,8
	Côte Atlantique	81 207	80 226	98 501	82 261	-16,5
Mollusques et crustacés	Québec	53 558	73 769	67 285	51 832	-23,0
	Côte Atlantique	425 109	517 020	533 230	478 662	-10,2
Autres espèces	Québec	42	444	60	59	-1,7
	Côte Atlantique	4 007	5 340	5 237	3 772	-28,0
Total	Québec	85 903	126 197	99 192	82 496	-16,8
	Côte Atlantique	878 485	1 116 818	1 009 481	920 480	-8,8
TRANSFORMATION						
Nombre d'établissements	Québec	39	40	N.D.	N.D.	-
	Côte Atlantique	335	N.D.	N.D.	N.D.	-
Nombre d'employés	Québec	2 205	2 521	N.D.	N.D.	-
	Côte Atlantique	24 338	N.D.	N.D.	N.D.	-
CONSOMMATION (kg par personne)						
Frais ou congelé	Québec	6,51	5,93	6,06	N.D.	-
Traité, salé, fumé, mariné	Québec	0,22	0,22	0,22	N.D.	-
En conserve	Québec	1,91	1,81	1,70	N.D.	-
Poissons d'eau douce	Québec	0,27	0,27	0,27	N.D.	-

Sources: 29, 43, 44, 45, 46, 60.

SECTEUR: AQUICULTURE

STATISTIQUES	1987	1988	1989	1989/1988 - % -
PERMIS AQUICOLES				
Commerciaux				
Truite	130	148	153	3,4
Saumon	0	1	1	0,0
Moule	12	14	23	64,3
Pétoncle	1	1	5	400,0
Étangs de pêche	N.D.	393	384	-2,3
VENTES				
Truite de table (tonnes)	N.D.	250	260	4,0
Truite d'ensemencement et étangs de pêche (tonnes)	N.D.	940	940	0,0
Saumon de table (tonnes)	N.D.	56	30	-46,4
Saumon d'ensemencement:				
- Géniteurs (nombre)	N.D.	250	-	-
- Saumoneaux (nombre)	N.D.	13 500	13 500	0,0
Moule (tonnes)	N.D.	92	162	76,1
Étangs de pêche:				
- Truite mouchetée (nombre)	N.D.	662 000	617 085	-6,8
- Truite arc-en-ciel (nombre)	N.D.	143 600	166 998	16,3

Sources: 27, 39.

LISTE DE RÉFÉRENCES

LISTE DES RÉFÉRENCES

1. Agriculture Canada, Division du développement des produits végétaux, Direction générale du développement agricole, données non publiées, septembre 1989.

2. Agriculture Canada, ***Analyse du marché***, juin 1989.

3. Agriculture Canada, ***La Revue du marché alimentaire***, volume 11, numéro 2, juillet 1989.

4. Agriculture Canada, ***Rapport sur le marché des volailles***, rapport hebdomadaire no 52, 6 janvier 1989, 5 janvier 1990.

5. Agriculture Canada, ***Revue du marché avicole***, 1986 à 1988.

6. Agriculture Canada, ***Revue du marché des bestiaux***, 1986 à 1989.

7. Agriculture Canada, ***Revue du marché des pommes de terre***, 1985-1986, 1987-1988, 1988-1989.

8. Agriculture Canada, ***Revue sur les couvoirs***, trimestres de 1985 à 1989.

9. Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques des entreprises du Québec, données non publiées, septembre 1989.

10. Bureau de la statistique du Québec, ***Culture maraîchère,*** 1989.

11. Bureau de la statistique du Québec, ***Fruits,*** 1989.

12. Bureau de la statistique du Québec, ***Grandes cultures: superficies, production et valeur,*** 1987, 1988 et 1989.

13. Bureau de la statistique du Québec, ***Investissements privés et publics au Québec***, 1986-1989.

14. Bureau de la statistique du Québec, ***Miel,*** 1989.

15. Bureau de la statistique du Québec, ***Produits de l'érable***, 1986, 1987, 1988 et 1989.

16. Bureau de la statistique du Québec, ***Révision des principales grandes cultures,*** 1981 à 1986.

17. Bureau de la statistique du Québec, ***Statistiques laitières***, décembre 1986, 1987, 1988 et 1989.

18. Comité de références économiques en agriculture du Québec, ***Animaux à fourrure,*** AGDEX 475/855, août 1987.

19. Comité de références économiques en agriculture du Québec, ***Animaux à fourrure d'élevage***, AGDEX 475/855, août 1989.

20. Comité de références économiques en agriculture du Québec, ***Érablières***, AGDEX 318/850, mars 1989.

21. Comité de références économiques en agriculture du Québec, ***Ovins***, AGDEX 430/855, août 1989.

22. Comité de références économiques en agriculture du Québec, ***Tabac à cigare et à pipe***, AGDEX 181/821, janvier 1989.

23. Comité de références économiques en agriculture du Québec, ***Tabac jaune***, AGDEX 181/821, avril 1988.

24. Commission canadienne du lait, ***Rapport annuel***, 1985 et 1986.

25. Doane Information Services, ***Doane's Agricultural Report***, Janvier-février 1989.

26. Fédération des producteurs de volailles du Québec, ***Rapport annuel***, 1988.

27. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de l'analyse et de la coordination des pêches commerciales, données non publiées, juillet 1990.

28. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de l'économie, ***Bilan statistique - commerce international des produits agricoles et alimentaires, Québec 1977-1988.***

29. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de l'économie, ***Consommation alimentaire estimée par personne au Québec, 1971 à 1987,*** juin 1988 et 1989.

30. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de l'économie, ***Profil statistique des industries de transformation du secteur bio-alimentaire***.

31. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de l'économie des marchés, données non publiées, septembre 1989.

32. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de l'économie des marchés, ***Évolution de l'offre et de la demande de fruits et de légumes***, février 1989.

33. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de la statistique et de la conjoncture, ***Profil statistique des exploitations agricoles enregistrées au Ministère***, 1985, 1986 et 1987.

34. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Enquêtes internes menées par les conseillers des bureaux régionaux et locaux du Ministère, données non publiées, mars 1988.

35. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ***L'Industrie bio-alimentaire en 1989: Performances économiques et perspectives pour 1990***, mars 1990.

36. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ***Projet de développement et de rentabilisation de la serriculture au Québec***, octobre 1988.

37. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ***Liste cumulative par produit des exportations***, 1986-1988.

38. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ***Liste cumulative par produit des importations***, 1986-1988.

39. Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Bureau régional de Québec, données non publiées, juillet 1990.

40. Office canadien de commercialisation des poulets, ***Rapport annuel***, 1988.

41. Office des producteurs de tabac à cigare et à pipe du Québec, données non publiées, septembre 1989.

42. Office des producteurs de tabac jaune du Québec, données non publiées, septembre 1989.

43. Pêches et Océans Canada, Division de l'analyse économique et des statistiques, données non publiées, septembre 1989.

44. Pêches et Océans Canada, ***Les Pêches maritimes au Québec, Revue statistique annuelle 1984-1987 et 1987-1988***.

45. Pêches et Océans Canada, ***Les Pêches maritimes au Québec, Statistiques mensuelles des débarquements par espèce***, décembre 1989.

46. Pêches et Océans Canada, ***Revue statistique annuelle sur les pêches maritimes au Québec, 1985-1986***, septembre 1987.

47. Régie des assurances agricoles du Québec, ***Assurance-stabilisation, statistiques par produit assuré***, juin 1990.

48. Régie des marchés agricoles du Québec, ***Recueil statistique,*** volume 5, no 1, août 1989.

49. Statistique Canada, ***Bilan sur la disponibilité et utilisation des productions animales. Données non publiées.***

50. Statistique Canada, ***Commerce du détail***, catalogue 63-005S.

51. Statistique Canada, ***Consommation apparente des aliments par personne au Canada, partie 1***, 1988, catalogue 32-229.

52. Statistique Canada, ***Emploi, gain et durée du travail***, janvier à décembre 1986 à 1989, catalogue 72-002.

53. Statistique Canada, ***Enquête sur les industries de pépinières canadiennes***, 1985-1986, 1986-1987, catalogue 22-203.

54. Statistique Canada, ***Estimation de novembre de la production des principales grandes cultures, Canada 1989***, novembre 1989, catalogue 22-002.

55. Statistique Canada, ***Exportations par marchandise, base du S.H.***, décembre 1986, 1987, 1988 et 1989, catalogue 65-004.

56. Statistique Canada, ***Exportations par pays, base du S.H.***, janvier-décembre 1986, 1987, 1988 et 1989, catalogue 65-003.

57. Statistique Canada, ***Importations par marchandise, base du S.H.***, décembre 1986, 1987, 1988 et 1989, catalogue 65-006.

58. Statistique Canada, ***Importations par pays, base du S.H.***, janvier-décembre 1986, 1987, 1988 et 1989, catalogue 65-005.

59. Statistique Canada, ***Indice des prix de l'industrie***, décembre 1988, catalogue 62-011.

60. Statistique Canada, ***Industries des aliments - Industries de la transformation du poisson***, 1986, catalogue 32-250B et données non publiées.

61. Statistique Canada, ***Industries des aliments - Industrie des produits de la volaille***, 1986, catalogue 32-250B.

62. Statistique Canada, ***Investissements privés et publics au Canada - perspectives 1986 à 1989***, catalogue 61-205.

63. Statistique Canada, ***L'indice des prix à la consommation***, catalogue 62-001.

64. Statistique Canada, ***L'industrie des cultures de serre***, 1985-1986, 1986-1987 et 1987-1988, catalogue 22-202.

65. Statistique Canada, ***L'Observateur économique canadien***.

66. Statistique Canada, ***La population active***, décembre 1986-1989, catalogue 71-001.

67. Statistique Canada, ***Prix à la consommation et indices des prix***, octobre-décembre 1986 à 1989, catalogue 62-010.

68. Statistique Canada, ***Production de fruits et légumes***, décembre 1986 à 1989, catalogue 22-003.

69. Statistique Canada, ***Production de volaille et d'oeufs***, décembre 1986 à 1989, catalogue 23-003.

70. Statistique Canada, ***Production et disposition des produits du tabac***, décembre 1986 à 1989, catalogue 32-022.

71. Statistique Canada, ***Production et stocks de volailles***, bulletin statistique, décembre 1988.

72. Statistique Canada, ***Production et valeur du miel et des produits de l'érable***, novembre 1988, catalogue 23-211.

73. Statistique Canada, ***Rapport sur le bétail, 1er juillet***, 1986 à 1989, catalogue 23-008.

74. Statistique Canada, ***Rapport sur les fermes à fourrure 1987***, octobre 1988, catalogue 23-208.

75. Statistique Canada, ***Recettes monétaires agricoles***, janvier à décembre, 1986 à 1989, catalogue 21-001.

76. Statistique Canada, ***Série de rapports sur la production des principales grandes cultures, Canada 1989***, catalogue 22-002.

77. Statistique Canada, ***Statistiques des restaurants, tavernes et traiteurs***, volume no 22, numéro 02 et volume no 22, numéro 12, catalogue 63-011.

78. Statistique Canada, ***Statistiques du bétail et des produits animaux***, 1987, catalogue 23-203.

79. Statistique Canada, ***Statistiques économiques agricoles***, 1989, catalogue 21-603.

80. Statistique Canada, ***Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières***, 1986 à 1989, catalogue 31-001.

81. Syndicat des producteurs d'oeufs d'incubation du Québec, ***Rapport de l'assemblée générale annuelle 1989***.

82. United States Department of Agriculture, ***Agricultural Statistics***, 1987.

83. United States Department of Agriculture, ***Agricultural Outlook***, décembre 1988 et juin 1989, avril 1990.

84. Statistique Canada, Division agricole, ***Enquête sur l'utilisation des semences fourragères***, 1986, 1987, 1988 et 1989.

LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES

LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES

Si vous désirez obtenir des renseignements complémentaires sur l'un des secteurs, veuillez contacter une des personnes suivantes:

SECTEUR	RESPONSABLE	DIRECTION
Performances économiques du secteur bio-alimentaire	Claude Chartrand	Statistique et conjoncture
Aliments et boissons	Normand Morin	Analyse des politiques
Commerce international	Noëlla Jean	Économie des marchés
Production laitière	René Cormier	Économie des marchés
Production bovine	Normand Morin Claude Chartrand	Analyse des politiques Statistique et conjoncture
Production porcine	Lise Thiboutot	Analyse des politiques
Production ovine	Normand Morin Claude Chartrand	Analyse des politiques Statistique et conjoncture
Volaille	Michel Bergevin	Économie des marchés
Oeufs de consommation	Henri-Louis Gagnon	Économie des marchés
Oeufs d'incubation	Pierre Belleau	Syndicat des producteurs d'oeufs d'incubation
Animaux à fourrure	Jean-Guy Dionne	Économie des marchés
Apiculture	Normand Morin	Analyse des politiques
Légumes	Alain Blais	Analyse des politiques
Fruits	Alain Blais	Analyse des politiques
Pomme de terre	Henri-Louis Gagnon	Économie des marchés
Acériculture	Alain Blais	Analyse des politiques
Pépinières & gazonnières	Alain Blais	Analyse des politiques
Cultures abritées	Alain Blais	Analyse des politiques
Céréales & oléagineux	Michel Dignard	Analyse des politiques
Tabac	Michel Dignard	Analyse des politiques
Plantes fourragères	Michel Germain Philippe Savoie	Agriculture Canada CPVQ - Agriculture Canada
Pêches commerciales	Donald Lampron	Statistique et conjoncture
Aquiculture	Donald Lampron	Statistique et conjoncture
Renseignements généraux	Pierre Lévesque	Statistique et conjoncture

ADRESSE: Direction de l'économie
200-A, Chemin Sainte-Foy, 10e étage
Québec (Québec)
G1R 4X6
(418) 643-2460

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation

Conception et réalisation: Direction des communications
90-0119